



ANALYSE DES COMMENTAIRES RECUS
DANS
LE DOMAINE DU DROIT DE LA FAMILLE

1976



ANALYSE DES COMMENTAIRES RECUS
DANS
LE DOMAINE DU DROIT DE LA FAMILLE

Préparé par:

Carole Kennedy

TABLES DES MATIERES

	Pages
<u>INTRODUCTION</u>	

PREMIERE PARTIE

ANALYSE DES PROPOSITIONS ET COMMENTAIRES RECUS EN REPONSE A L'ENONCE DE NOTRE PROGRAMME

- Sommaire des commentaires-----	1 - 5
- Explication des abréviations-----	6
<u>Résumé de chaque lettre reçue-----</u>	7
1. Le tribunal de la famille-----	7 -14
2. Les biens des époux-----	15 -16
3. Les divorcés et leur soutien-----	17 -21
4. Le divorce-----	22 -34
5. Autres sujets-----	35 -37

DEUXIEME PARTIE

LE TRIBUNAL DE LA FAMILLE - DOCUMENT DE TRAVAIL #1

- Sommaire-----	38 -41
- Explication des abréviations-----	42
- Tableau récapitulatif-----	43
- Tableau détaillé-----	44
- Réponses au questionnaire Steinberg-----	37
Résumé de chaque éditorial, chaque lettre et chaque mémoire-----	46 -63

TROISIEME PARTIE

LES BIENS DES EPOUX - DOCUMENT DE TRAVAIL #8

- Sommaire-----	64
- Tableau-----	65
Résumé de chaque éditorial, chaque lettre et chaque mémoire-----	66 -73

QUATRIEME PARTIE

LES DIVORCES ET LEUR SOUTIEN - DOCUMENT
DE TRAVAIL #12

- Sommaire-----	74
- Tableau récapitulatif-----	75
- Tableau détaillé-----	76
Résumé de chaque éditorial, chaque lettre et chaque mémoire-----	77 -82

CINQUIEME PARTIE

LE DIVORCE - DOCUMENT DE TRAVAIL #13

- Sommaire-----	83
- Tableau récapitulatif-----	84
- Tableau détaillé-----	85
Résumé de chaque éditorial, chaque lettre et chaque mémoire-----	86 -91
- Rapports des recherchistes de la section de recherche sue le droit de la famille--	92 -95
- Le Vote du Toronto Star-----	96
- Réponses aux appels téléphoniques-----	97
- Annexe "A"-----	98 -99

I N T R O D U C T I O N

Le présent rapport a été rédigé pour la Commission d'après les documents de travail sur le droit de la famille et les commentaires reçus par courrier à la suite de leur publication. Les suggestions et les opinions reçues ont été classifiées sous les diverses rubriques énumérées ci-dessous.

La première partie fait l'analyse des commentaires reçus avant qu'aucun document de travail n'ait été publié. Plusieurs de ces commentaires nous sont parvenus à la suite de l'appel fait au public dans le premier programme de recherches (publié au mois de mars 1972) où la Commission énonce les domaines sur lesquels porteront les études sur le droit de la famille. Chaque lettre reçue avant le mois de janvier 1974 a été examinée et classée sous une des cinq rubriques suivantes:

- 1) Le tribunal de la famille
- 2) Les biens des époux
- 3) Les divorcés et leur soutien
- 4) Le divorce
- 5) Autres domaines du droit de la famille

Dans l'élaboration de son programme du droit de la famille, la Commission a tenu compte d'opinions qui sont exprimées clairement dans les lettres qui suivent. On pourra aussi constater que les solutions suggérées dans les différents documents de travail reflètent l'apport du public.

Les deuxième, troisième, quatrième et cinquième parties évaluent et fournissent les données statistiques relatives aux quatre documents de travail publiés par la Commission sur le droit de la famille: le tribunal de la famille, les biens des époux, les divorcés et leur soutien et le divorce.

Chaque partie débute par un sommaire des commentaires reçus sur le sujet du document de travail et par un tableau statistique. A la fin, on donne un court résumé du contenu de chaque lettre reçue. En certains cas, il est fait état de lettres reçues avant la publication d'un document de travail donné, lorsque les auteurs ont commenté les solutions préconisées dans le document.

Les quatrième et cinquième parties du rapport traitent des deux derniers documents de travail de la Commission: "Les divorcés et leur soutien", publié le 15 juillet 1975 et "Le divorce", publié le 11 septembre 1975. A la lecture des première et deuxième parties, on se rend compte que des commentaires sont parvenus à la Commission bien après un an de la date de publication des documents de travail qui y sont visés. L'idéal aurait donc été, pour obtenir une idée juste de chacun des documents de travail, de recueillir les commentaires à l'égard de chaque document de travail durant une période d'un an. Malheureusement, en raison de l'obligation

de remettre le rapport final avant la fin de janvier 1976, cela fut impossible à réaliser dans le cas des deux derniers documents de travail.

Un second motif, peut-être encore plus important, qui explique le peu de commentaires reçus à l'égard de ces derniers documents, est la grève des postes, laquelle a sévi assez longtemps dans tout le pays. Durant cette période, nous nous sommes mis en contact par téléphone avec diverses associations ou professionnels intéressés à nos recherches. Nous les avons priés de nous faire parvenir leurs commentaires aussitôt que possible après la fin de la grève des postes. Il nous a aussi semblé indiqué d'incorporer dans le rapport les points de vue des membres de la section de recherche sur le droit de la famille, lesquels ont prononcé des allocutions sur les sujets traités dans les documents de travail, et ce devant divers groupements à travers le Canada. Leurs opinions à l'égard du consensus général de leurs auditoires ont été consignées dans ce rapport.



Digitized by the Internet Archive
in 2012 with funding from
University of Ottawa

<http://archive.org/details/analysedescomme00kenn>

PREMIERE PARTIE

ANALYSE DES PROPOSITIONS ET COMMENTAIRES RECUS EN REPONSE A L'ENONCE DE NOTRE PROGRAMME

La Commission a reçu 220 lettres de juges, d'avocats, de sociétés d'assistance sociale, de psychiatres et de profanes qui, en réponse à l'appel fait dans le premier programme de recherches de la Commission (publié en mars 1972), nous ont communiqué leurs propositions et leurs commentaires. Il faut naturellement reconnaître que des représentants d'associations et de sociétés ont écrit la majeure partie de ces lettres et que le nombre mentionné ci-dessus ne peut représenter de façon précise le nombre d'opinions exprimées.

Dans le sommaire qui suit, on a tenté de réunir les propositions reçues selon les sujets. Est annexé au sommaire un court aperçu de chaque lettre comprenant les détails suivants: la date, le nom de l'auteur et son occupation ainsi qu'un résumé des propositions qu'elle renferme.

Le plus grand nombre de réponses ont porté sur le divorce (94 des 220 lettres reçues). Parmi ces 94 lettres, 64 parvenaient du grand public, 8 d'avocats, 8 de sociétés d'assistance sociale, 7 de juges, 4 de professeurs d'université, 2 de ministères gouvernementaux et 1 d'un membre du Parlement. D'après une estimation de tout repos, 99% des lettres

proposent une période plus courte de séparation comme motif de divorce. Environ 75% optent pour la rupture du mariage comme seul motif de divorce. Bien que tous soient d'accord pour une période de séparation plus brève, on propose que celle-ci varie de six mois à un an alors qu'un bon nombre favorisent le "divorce sur demande".

Parmi ceux qui sont favorables à cette dernière solution, beaucoup croient qu'il serait préférable d'imposer une période d'attente d'un an aux conjoints qui ont des enfants. Voici quelques autres propositions qui ont été souvent avancées (les premières sur la liste sont celles mentionnées le plus souvent):

- 1) Des lois plus équitables pour les maris
- 2) Simplification de la Loi sur le divorce
- 3) Elimination des avocats dans la mesure du possible
- 4) Renseigner le public sur les lois relatives au divorce
- 5) Reconnaissance des jugements étrangers
- 6) Réglementation par le gouvernement des honoraires exigibles dans les causes de divorce

Selon une personne, le divorce devrait être accordé à l'époux dont le conjoint est atteint d'une maladie incurable.

Le second sujet traite de l'établissement de tribunaux de la famille à juridiction intégrée. Sur 220, 56 ont fait part de leur opinion sur ce sujet, soit 15 profanes, 12 juges, 12 avocats, 3 professeurs d'université, 9 sociétés d'assistance sociale, 2 ministères gouvernementaux, 1 psychiatre et 2 membres du Parlement. L'opinion générale est qu'un tribunal de la famille ayant une compétence globale et intégrée aiderait à résoudre bon nombre des problèmes qui existent actuellement.

On favorise également le rattachement à ce tribunal des services complémentaires en vue de faciliter et d'encourager la réconciliation des conjoints en instance de divorce et de fournir sur place des services d'orientation sur toutes les questions de droit de la famille. Trois sur 56 ne croient pas à la nécessité de modifier la situation actuelle. Voici quelques propositions retenues chez eux qui favorisent un tribunal de la famille à juridiction intégrée:

- 1) Que la compétence de pareil tribunal s'exerce à l'échelon fédéral
- 2) Que toutes les procédures devant ce tribunal aient lieu à huis-clos
- 3) Qu'on lui confie les affaires de jeunes délinquants
- 4) Que les procédures ne s'y déroulent pas selon la philosophie du système contradictoire
- 5) Que le tuteur officiel soit remplacé par un fonctionnaire nommé par le tribunal dont les honoraires seraient moins élevés

Pour ce qui est du droit au soutien, 40 des 220 lettres en traitent, soit 25 provenant de profanes, 6 de sociétés d'assistance sociale, 3 de juges, 5 d'avocats, 1 de professeur d'université. Environ 90% croient que l'exécution des ordonnances de soutien doit être garantie soit par l'une ou l'autre des méthodes suivantes:

- 1) Saisie-arrêt du salaire
- 2) Complète autorité dévolue au tribunal pour les exécuter
- 3) Inculpation en vertu du Code criminel de ceux qui sont en défaut
- 4) Organisme gouvernemental chargé de les exécuter

Les auteurs d'un bon nombre de ces lettres se sont montrés préoccupés à ce que les lois relatives à la garde des enfants visent d'abord et avant tout l'intérêt des enfants.

Le dernier sujet concernait les biens des époux. 14 lettres seulement en ont traité soit 7 provenant de profanes, 3 de sociétés d'assistance sociale, 2 de professeurs d'université, 1 d'avocat et 1 d'un membre du Parlement. Presque tous croient que les biens des époux devraient être divisés également de même que les dettes. Une personne est d'avis que les avocats ne devraient pas être impliqués dans le partage.

Ce qui suit est un sommaire des différents sujets réunis sous les rubriques qui titrent les quatre documents de travail sur le droit de la famille. Toutefois, certains commentaires font valoir qu'il y a lieu de faire des recherches dans d'autres domaines qui, à juste titre, relèvent du droit de la famille.

Ces propositions visent:

- 1) Les implications pénales du droit de la famille (par exemple, les enfants maltraités)
- 2) L'avortement
- 3) Les enfants illégitimes
- 4) La loi du bien-être des enfants
- 5) Les droits des autochtones
- 6) Les enfants hostiles
- 7) La loi de l'adoption
- 8) Les droits des pères dans les actions en paternité

EXPLICATIONS DES ABREVIATIONS

- 1) TF Tribunal de la famille
 - TF-1 Première lettre reçue traitant du tribunal de la famille
 - BE Les biens des époux
 - S Les divorcés et leur soutien
 - D Le divorce
-
- 2) Parfois dans une lettre, on indique un renvoi à une autre lettre. Cela signifie que l'auteur a fait des commentaires sur deux ou plusieurs sujets. Par exemple:

"TF-3 (voir D-4 Steinberg)"

veut simplement dire que l'auteur de la lettre "Steinberg", a traité à la fois du divorce et du tribunal de la famille. Cette méthode de renvoi est la plus simple que nous avons pu imaginer.

1. Tribunal de la famille

- TF-1 (voir D-2 Walsh)
- un tribunal unique pour toutes les questions relevant de la famille.
- TF-2 M. Le juge G. F. Smith (24 janv. 72)
- en faveur d'un tribunal unique de la famille pour toutes les questions relevant de la famille.
- TF-3 (voir D-4 Steinberg)
- croit en la nécessité d'un seul tribunal pour tous les problèmes de la famille.
- TF-4 M. Le juge H. MacDonald (1er fév. 72)
- préconise un tribunal ayant compétence sur les questions relevant de la famille, à l'échelon du comté ou du district.
- TF-5 M. E. Houston (avocat) (27 janv. 72)
- préconise l'intégration des tribunaux de la famille.
 - propose l'accès à l'intérieur même du processus judiciaire à un système de services complémentaires.
- TF-6 M. Le juge K. F. Arkell (31 janv. 72)
- préconise un tribunal de la famille à juridiction intégrée à l'échelon provincial.
- TF-7 La Commission de réforme du droit du Manitoba
- propose l'intégration de toutes les questions relevant de la famille en un seul tribunal.
- TF-8 (voir D-5 Griesback)
- aimerait voir le même système établi dans tout le Canada et des procédures uniformes.

- TF-9 (voir BE-2 Roberts)
- aimerait que toutes les questions relatives à la famille relèvent des tribunaux, particulièrement l'exécution des ordonnances.
- TF-10 M. Le juge J. L. Dubinsky (10 fév. 72)
- est opposé à ce que les divorces relèvent du tribunal de la famille.
 - propose que les juges des tribunaux de famille reçoivent une formation en droit de la famille.
 - croit fermement que les juges des tribunaux de la famille ne soient pas compétents pour traiter d'affaires importantes comme le divorce.
- TF-11 M. E. Houston (avocat) (7 fév. 72) (voir aussi D-9)
- en faveur pour toutes les questions relevant de la famille d'un seul tribunal pourvu de tous les services complémentaires adéquats
- TF-12 La Commission de réforme du droit de la Colombie-Britannique (8 fév. 72)
- en faveur d'un tribunal de la famille ayant une compétence globale sur toutes les questions relevant de la famille.
- TF-13 M. Le juge F. J. Cornish (14 fév. 72)
- en faveur de tribunaux de la famille à juridiction intégrée.
- TF-14 (voir D-11 Cowan)
- en faveur d'un tribunal de la famille.
 - croit que pareil tribunal serait plus sympathique aux problèmes de la famille.
- TF-15 Canadian Home and School and Parent-Teacher Federation (24 fév. 72)
- (voir aussi S-4, D-12, BE-2)
 - Intéressé à l'intégration de tout le droit de famille devant un seul tribunal.
 - S'est montré intéressé à toutes les questions mentionnées dans le résumé de notre étude du droit de la famille.

TF-16 (voir D-13 Hurley)

- en faveur de l'établissement d'un tribunal de la famille à juridiction intégrée qui statuerait sur:
 - i) la garde des enfants
 - ii) la tutelle
 - iii) les ordonnances de soutien
 - iv) l'adoption
 - v) les droits des époux

TF-17 M. Le juge Walsh (31 jan. 72)

- n'est pas favorable à l'intégration
- croit que le mariage et le divorce devraient normalement être remis à la compétence des provinces.

TF-18 (voir D-14 Tyrwhitt-Drake)

- ne voit pas la nécessité de tribunaux de la famille de compétence fédérale.

TF-19 M. Dolment (profane) (1er mars 72)

- aimerait un système judiciaire centralisé pour tous les problèmes matrimoniaux
- aimerait que toutes les procédures devant le tribunal soient à huis-clos.

TF-20 (voir *D-20 Armée du Salut)

TF-21 Corporation des psychologues (Québec) (13 mars 72)

- favoriserait un tribunal de la famille à juridiction intégrée de qui relèverait aussi les affaires des jeunes délinquants.

TF-22 (voir D-17 McCleave)

- on devrait s'occuper de la compétence des tribunaux

TF-23 Le Barreau du Québec (avocat) (22 mars 72)

- aimerait le système d'un tribunal de la famille à juridiction intégrée, instauré dans tout le Canada.

- TF-24 Conférence Catholique Canadienne (voir aussi A-4)
- L'établissement du système d'un tribunal de la famille à juridiction intégrée aussitôt que possible.
- TF-25 (voir D-19 MacGill)
- les questions relevant de la famille sous une seule juridiction.
- TF-26 (voir D-24 Simpson)
- aimerait que les avocats recoivent une formation en service social dans un nouveau système judiciaire.
- TF-27 (voir D-26 Chabot)
- préfèrerait que les affaires familiales jouissent de huis-clos absolu.
- TF-28 M. R.H. Radomski (profane) (23 juin 72)
- serait favorable à un tribunal de la famille à juridiction intégrée afin d'atténuer les difficultés soulevées par le morcellement des compétences.
- TF-29 (voir S-14 Morrow)
- on devrait faire quelque chose pour pallier au morcellement des compétences.
- TF-30 (voir S-19 Coombs)
- aimerait que les services à la famille jouent un rôle dans le système judiciaire et que celui-ci relève de la compétence fédérale.
- TF-31 (voir D-31 Hucke)
- est favorable à l'intégration des services complémentaires au tribunal.
 - uniformité des procédures devant les tribunaux.
- TF-32 Ross B. Linton (avocat) (8 nov. 72)
- la représentation des enfants dans les causes de divorce et les causes pénales intégrée au processus du tribunal de la famille.

- TF-33 Eunice M. Scammell (profane) (27 déc. 72)
- uniformité des procédures devant les tribunaux.
- TF-34 D. C. Hodgkinson (profane) (25 nov. 72) (voir aussi D-33)
- aimerait que les services complémentaires soient rattachés au tribunal de la famille de façon à contribuer au maintien du mariage plutôt qu'à sa destruction.
- TF-35 C. Hodgkinson (profane) (2 fév. 73) (voir aussi D-38)
- éliminer le système contradictoire devant le tribunal de la famille.
- TF-36 Les services d'orientation familiale du comté de Halton (1er mars 73) (voir aussi D-40, S-22, BE-10)
- en faveur d'un tribunal de la famille à juridiction intégrée.
- TF-37 (voir D-42 Ass. des Femmes chefs de famille de Sherbrooke)
- intégration des questions relevant de la famille sous un seul tribunal.
 - huis-clos pour toutes les affaires familiales.
- TF-38 (voir D-44 Smith)
- un psychiatre nommé par le tribunal et non par le tuteur public devrait procéder à l'examen des rapports soumis.
- TF-39 Pétition de 74 personnes (profanes)
- que les auditions du tribunal de famille aient lieu à huis-clos.
- TF-40 Le conseil d'administration des "Parents without Partners" (profane), pétition de 22 personnes.
- toute publicité des auditions du tribunal de la famille devrait être interdite.

- TF-41 Joan Saxton (profane) (25 mai 73) (voir aussi D-45, S-29)
- des services de conciliation intégrés au processus du tribunal de la famille.
 - attributions aux juges du pouvoir discrétionnaire d'accorder le divorce.
- TF-42 M. Weber (profane) (3 juil. 73)
- aimerait des tribunaux de la famille uniformes à travers le Canada.
- TF-43 Le groupe d'étude multidisciplinaire sur le droit de la famille.
- aimerait la nomination de conseillers matrimoniaux au sein des tribunaux de la famille.
- TF-44 Mlle L. Leury (profane) (20 juin 74)
- aimerait que les tribunaux de la famille abordent les problèmes de la famille avec plus de compassion.
- TF-45 B. Doran (avocat) (19 oct. 72) (voir aussi D-54)
- est d'avis que les questions familiales doivent avoir préséance sur toutes les affaires soumises aux tribunaux et qu'un tribunal devrait donc être établi devant lequel ces questions seraient traitées avec toute l'importance qui leur revient.
- TF-46 C.K. Toren (Service social de West Vancouver) (20 oct. 72)
- notre proposition d'un tribunal de la famille à juridiction intégrée lui plaît mais aimerait que soient rattachés au tribunal des services de prévention.
- TF-47 P. Power (avocat) (23 oct. 72)
- recommanderait l'établissement d'un nouveau système mais certainement pas relevant de la compétence provinciale.

- TF-48 H. Matthews (avocat) (23 oct. 72)
- croit que le palais de justice n'est pas l'endroit où régler les problèmes d'ordre familial.
 - si la communauté était plus consciente de l'institution du mariage les problèmes seraient beaucoup moins aigus.
- TF-49 M. A. Prahbu (avocat) (24 oct. 72)
- croit que les pouvoirs de légiférer devraient faire l'objet d'un nouvel examen.
- TF-50 M. Le juge B. Guss (24 oct. 73)
- en faveur d'un tribunal de la famille de compétence fédérale.
- TF-51 F. Muldoon (La Commission de réforme du droit du Manitoba) (23 oct. 72)
- les problèmes d'ordre constitutionnel devraient faire l'objet d'un examen attentif.
- TF-52 D. Best (étudiant en droit) (31 oct. 72)
- la compétence en matière de divorce ne devrait pas varier selon les provinces.
- TF-53 (voir D-56 Hattersley)
- les conflits de compétence devraient être solutionnés.
 - des services adéquats de réconciliation.
- TF-54 Family counselling Service (14 nov. 73) (voir M-37)
- favoriserait la mise en place d'un tribunal de la famille devant lequel toutes les questions relevant de la famille pourraient être traitées ensemble.
 - propose que des services complémentaires efficaces y soient rattachés.

TF-55 W. Lang (avocat) (21 nov. 72) (voir aussi D-57, A-19, S-38, BE-14)

- la création d'un tribunal de la famille ayant une compétence globale se révèle un besoin urgent en raison de la grande instabilité des personnes dans la société actuelle.
- des services de conciliation des conjoints devraient être fournis par le tribunal de la famille.

TF-56 H. Popkin (profane) (10 sept. 75)

- un tribunal de la famille doit être établi pour traiter de toutes les questions relevant de la famille.
- les services de conciliation doivent permettre que la rupture du mariage soit discutée à fond par les conjoints avant le procès.

2. Les biens des époux

- BE-1 Professeur M. Rive-Beausoleil (1er fév. 72)
 (voir aussi D-6)
- aimerait que le partage des biens se fasse plus
 également.
- BE-2 John Roberts MP. (1er fév. 72) (voir aussi TF-9)
- aimerait des modifications à l'aspect financier
 actuel des partages.
- BE-3 (voir *TF-15 CHSPTF)
- BE-4 (voir TF19 Dolment)
- aimerait qu'à l'occasion du partage des biens
 on se pose des questions comme: la mère est-elle
 une bonne éducatrice et a-t-elle entretenu
 convenablement la maison?
- BE-5 (voir *D-16 Armée du Salut)
- BE-6 Juliette Hébert (profane) (15 fév. 72)
- ne croit pas que les avocats devraient participer
 au partage des biens.
- BE-7 (voir D-19 MacGill)
- aimerait que le partage des biens reconnaisse le
 principe de l'égalité de l'association des
 conjointes dans le mariage.
- BE-8 (voir S-15 Newman)
- croit que tous les biens devraient être liquidés
 et divisés avant l'octroi du divorce.
- BE-9 E.H. Hodgins (profane) (5 fév. 73) (voir aussi D-39)
- insère des dispositions relevant de la communauté
 de bien dans la répartition des biens après le
 divorce.

- BE-10 (voir TF-35 Halton)
- égalité dans le partage des biens.
- BE-11 Anonyme (profane)
- égalité dans le partage des biens.
- BE-12 (voir D-49 McBride)
- le partage des biens devrait se faire également (en y incluant les dettes).
- BE-13 Professeur Peter Rastall (20 mars 75)
- la mise en commun des biens des époux devrait être subordonnée à la durée de leur vie commune.
- BE-14 (voir TF-55 Lang)
- le partage des biens devrait se faire sur une base égale.

3. Les divorcés et leur soutien

S-1 (voir D-4 Steinberg)

- les lois archaïques concernant la pension alimentaire (d'après la loi anglaise de 1895) devraient être complètement modifiées de façon à les adapter à la situation actuelle.

S-2 (voir D-11 Cowan)

- L'obligation de soutien et la garde des enfants sont des questions à étudier en priorité.

S-3 (voir *TF-15 CHSPTF)

S-4 (voir D-13 Harley)

- aimerait qu'on modifie les ordonnances de soutien en faveur des enfants et des divorcés.

S-5 (voir TF-19 Dolment)

- croit que les ordonnances de soutien devraient être régies par des organismes gouvernementaux qui percevraient les sommes dues par les époux en défaut.

S-6 (voir *D-16 Armée du Salut)

S-7 Mme R. Davidson (profane) (27 mars 72)

- croit que sont injustes les lois relatives au soutien qui obligent un homme à payer toute sa vie pour une seule erreur
- croit qu'une période de deux ans serait suffisante à l'épouse pour lui permettre de se réadapter.

S-8 (voir D-19 MacGill)

- aimerait que les ordonnances de soutien prennent en considération les besoins éducatifs des enfants
- suppression des montants maximum alloués pour le soutien

S-9 (voir D-21 Hébert)

- aimerait que le paiement des ordonnances de soutien soit assuré.

S-10 N. Rotstein (profane) (22 fév. 73)

- aimerait que le tribunal s'occupe de l'exécution des ordonnances de soutien.

S-11 (voir D-22 Shaw)

- aimerait que les pères soient traités de façon plus équitable lorsque des droits de visite sont accordés (par exemple, une femme qui ne laisse pas le père voir ses enfants).

S-12 Mme M. Stephenson (profane) (22 juin 72)

- croit que la garde des enfants devrait également être partagée.

S-13 Mme J. Ford (profane) (24 juin 73)

- croit que les montants accordés par les ordonnances de soutien devraient être déduits du salaire du mari (saisie-arrêt de salaire)

S-14 M. Le juge W. Morrow (28 juin 73) (voir aussi TF-29)

- croit que le tribunal devrait avoir le pouvoir d'exécuter les ordonnances de soutien.

S-15 Mme E. Newman (profane) (17 juillet 72) (voir aussi BE-8)

- croit que toutes les questions relatives au soutien et au partage des biens devraient être réglées avant l'octroi du divorce.

S-16 M. S. R. Rhodes (profane) (24 juillet 72)

- ne voit pas le besoin d'ordonnances de soutien après que les époux se sont partagés également les biens.

S-17 M. Ed Houston (avocat) (30 août 72)

- les ordonnances de soutien devraient être exécutées par voie de saisie-arrêt des salaires.

- S-18 M. G. Saddlemire (profane) (31 juil. 72)
- croit au parti pris des lois relatives au soutien à la garde des enfants.
 - elles favorisent les droits de la femme, oublient ceux de l'homme.
- S-19 Mme B. Coombs (profane) (8 sept. 72) (voir aussi TF-34)
- aimerait que l'exécution de l'obligation de soutien soit ordonnée par le tribunal.
- S-20 G. Lawson (profane) (16 nov. 72)
- aimerait qu'on examine à nouveau la question du soutien des enfants.
- S-21 W. Brisebois (avocat) (9 fév. 73)
- les lois relatives à la garde des enfants devraient être justes pour tous les intéressés.
 - l'obligation de soutien devrait être plus réaliste.
- S-22 (voir TF-36 Halton)
- le paiement des ordonnances de soutien assuré par la saisie-arrêt des salaires.
 - la garde des enfants accordée au conjoint qui la mérite (non à la mère tout simplement).
- S-23 (voir D-43 Sherbrooke)
- exécution des ordonnances de soutien en inculpant en vertu du Code criminel les personnes en défaut.
- S-24 K. Scott (avocat) (27 mars 73)
- les personnes en défaut dans l'exécution des ordonnances de soutien devraient être jugées et condamnées en vertu du Code criminel.
- S-25 M. Le juge N. Primerose (11 mai 73)
- croit que les ordonnances de soutien devraient constituer un droit sur les biens de l'époux décédé.

- S-26 M. Stonier (profane) (17 mai 73)
- les lois relatives à la garde des enfants devraient être uniformes.
 - lorsque la garde des enfants est refusée à l'une des parties, celle-ci ne devrait pas pouvoir les amener dans une autre province et en obtenir la garde en cet endroit.
- S-27 (voir D-44 Smith)
- les ordonnances de soutien et celles relatives à la garde des enfants sont injustes envers les hommes.
- S-28 M. Parent (profane) (8 juin 73)
- l'exécution des ordonnances de soutien de la même façon que la perception des impôts.
- S-29 (voir TF-41 Saxton)
- les ordonnances de soutien devraient être révisées périodiquement.
 - les paiements de soutien ordonnés par le jugement provisoire devraient être détenus en fiducie, en y ajoutant l'intérêt, jusqu'au jugement irrévocable.
- S-30 Single Fathers Ass. (profane) (9 oct. 73)
- La loi sur l'obligation d'entretien envers les femmes et les enfants abandonnés est discriminatoire.
- S-31 (voir D-49 McBride)
- le soutien des enfants devrait être la responsabilité conjointe des époux, abstraction faite de la faute de l'un d'eux.
- S-32 J. Beeby (profane) (13 mai 74)
- les ordonnances de soutien devraient être révisées périodiquement pour prendre en considération le travail de la femme et l'augmentation du salaire du mari.

- S-33 J. Wright (profane) (24 mai 73)
- croit que le fait que dans 90% des cas l'obligation de soutien est imposée au père et la garde des enfants accordée à la mère soit injuste pour les hommes.
- S-34 (voir D-53 Trites)
- l'obligation de soutien des enfants devraient être exécutée (cela devrait être mis par écrit avant l'audition de la cause par le tribunal).
- S-35 (voir D-55 den Ouden)
- l'obligation de soutien des enfants devrait cesser à l'âge de la majorité reconnue par la province.
- S-36 (voir D-56 Hattersley)
- ne croit pas que les mesures accessoires devraient être incorporées à la Loi sur le divorce.
- S-37 (voir Family Counselling Service)
- le droit au soutien des enfants devrait être examiné minutieusement afin que les intérêts des enfants soient sauvegardés.
- S-38 (voir TF-55 Lang)
- le soutien et la garde des enfants devraient être étudiés avec soin.
- S-39 M. Lajoie (profane) (24 avril 72)
- croit que les ordonnances de soutien sont trop sévères.
 - M. Lajoie a été emprisonné pour défaut de paiement.
- S-40 (voir TF-7 Commission de réforme du droit du Manitoba)
- propose qu'on ait recours au dossier de sécurité sociale et de l'impôt sur le revenu en vue d'exécuter des ordonnances de soutien (comme moyen de dépister ceux qui sont en défaut).

4. Le divorce

- D-1 Parents Without Partners, Divorce Committee (Hamilton) (20 janv. 72).
- des lois sur le divorce équitables pour les deux parties.
 - mettre fin aux contestations juridiques entre avocats.
- D-2 M. le juge A. Walsh (25 janv. 72) (voir aussi TF-1)
- reconnaissance des jugements étrangers de divorce et de nullité de mariage.
 - compétence pour accorder le divorce.
- D-3 M. le juge G.S. Hart (24 janv. 72)
- nécessité de pouvoir rendre une certaine forme de jugement par défaut dans les causes non contestées.
- D-4 M. le juge D.M. Steinberg (26 janv. 72) (voir aussi TF-3, S-1)
- croit que les lois sur le divorce devraient être modifiées de façon à ce que la garde des enfants puisse être accordée soit au mari soit à la femme plutôt qu'elle soit presque toujours accordée à la femme.
- D-5 Floyd F. Griesback (profane) (31 janv. 72) (voir aussi TF-8)
- les lois sur le divorce ne sont pas à l'avenant de la société qui évolue.
- D-6 (voir BE-1 Beausoleil)
- croit à un profond besoin de changement de nos lois sur le divorce.
- D-7 Le gouvernement des territoires du Yukon (1er fév. 72)
- reconnaissance des divorces étrangers en prenant en considération les coutumes locales.

- D-8 Le sous-ministre de la Défense nationale
- reconnaissance des divorces étrangers en prenant particulièrement en considération les membres des forces armées.
- D-9 (voir TF-11 Houston)
- souhaiterait des modifications dans la partie de la Loi sur le divorce traitant des mesures accessoires.
 - le texte de la Loi sur le divorce devrait être clair.
 - garde des enfants en vertu de la Loi sur le divorce.
- D-10 Professeur Ian Baxter (8 fév. 72)
- compétence pour accorder le divorce.
 - reconnaissance des divorces étrangers et des jugements en nullité de mariage.
 - étude de la Loi sur le divorce de 1968 en vue de modifier les motifs démodés.
- D-11 M. le juge Gordon Cowan (14 fév. 72) (voir aussi TF-14, S-2)
- frais élevés des divorces (par préséance).
- D-12 (voir *TF-15 Can. Home and School and Parent Federation)
- D-13 Professeur D. M. Hurley (24 fév. 72) (voir aussi TF-16, S-4)
- aimerait que les procédures actuelles pour un divorce soient simplifiées.
 - reconnaissance des divorces étrangers.
- D-14 M. le juge M.L. Tyrwhitt-Drake (28 fév. 72) (voir aussi TF-18)
- aimerait que la rupture du mariage soit le seul motif de divorce.
- D-15 (voir TF-19 Dolment)
- aimerait que nos lois sur le divorce soient moins complexes.

- D-16 L'Armée du Salut (7 mars 72) (voir aussi TF-20, S-6, BE-5)
- aimerait qu'on examine la Loi sur le divorce
 - *s'intéresse à toutes les questions connexes.
- D-17 R.J. McLeave MP. (13 mars 72) (voir aussi TF-22)
- croit que les périodes de séparation, comme motifs de divorce, devraient être réduites de 5 et 3 ans à 4 et 1 ans.
- D-18 J. Smith (profane) (23 mars 72)
- aimerait que les divorces étrangers soient reconnus.
- D-19 E.G. MacGill (profane) (30 mars 72) (voir aussi TF-25, S-8, BE-7, A-5)
- est en faveur du divorce après une période de séparation d'un an.
 - un domicile distinct pour les femmes mariées.
 - aimerait que la Loi sur le divorce fixe un âge minimum pour la validité du mariage.
- D-20 M. Cox (profane) (28 mars 72)
- souhaiterait que les divorces coûtent moins cher.
- D-21 J. Hébert (profane) (26 avril 72) (voir aussi S-9)
- croit qu'il existe un besoin pressant de modifier les Lois sur le divorce.
- D-22 C. Shaw (profane) (24 mai 72) (voir aussi S-11)
- croit que les Lois sur le divorce devraient être moins complexes.
 - ne comprend pas que la mère obtienne automatiquement la garde des enfants.
- D-23 Des personnes intéressées (profanes) (25 mai 72)
- aimeraient que la Loi sur le divorce oblige les témoins (c.-à-d. les ministres du culte, les médecins) à dévoiler des communications protégées par le secret professionnel.

- D-24 L. Simpson (profane) (30 mai 72) (voir aussi TF-26)
- aimerait que la Loi sur le divorce soit rédigée plus simplement.
 - aimerait que le seul motif de divorce soit la rupture du mariage.
- D-25 D. Warner (profane) (30 mai 72)
- est en faveur des contrats de mariage.
 - lorsque les conjoints sont d'accord et qu'il n'y a pas d'enfant en cause, une courte période de séparation et l'octroi immédiat du divorce.
- D-26 M.L.A. Chabot (profane) (1er juin 72) (voir aussi TF-27)
- des lois et des procédures simplifiées de façon que les parties à un divorce non contesté puissent procéder elles-mêmes sans avoir recours à des avocats.
- D-27 L. Henderson (étudiant en droit)
- croit que la cruauté devrait être le seul motif de divorce.
 - il est trop facile d'obtenir un divorce aujourd'hui.
- D-28 John Mill (profane) (12 juil. 72)
- croit que les lois sur le divorce et les questions connexes devraient être simplifiées et résumées dans une brochure afin de renseigner les gens sur ces lois.
- D-29 Winnipeg Council of Self-Help Groups (14 juil. 72)
- il s'agit d'un groupe de divorcées qui ont étudié le système et ont été capables de simplifier les procédures de divorce de façon à permettre à chacune d'elles d'agir en son propre nom au coût de \$75.00
 - proposent plus d'initiative de ce genre ou des modifications aux lois afin que les frais judiciaires soient réduits au minimum.

- D-30 W. J. Hemmerick (avocat) (27 juil. 72)
- lorsque la chose est possible le divorce ne devrait pas être traité judiciairement mais par voie d'un processus administratif (tel que les lois sur le divorce en Chine). Les frais élevés d'un divorce seraient ainsi éliminés.
 - lorsque les divorces doivent être entendus par le tribunal on devrait maintenir le coût au minimum.
- D-31 S. Hucke (profane) (13 oct. 72) (voir aussi TF-31)
- reconnaissance des divorces étrangers.
 - diminution des frais du divorce.
 - rupture du mariage comme motif de divorce et l'octroi immédiat du divorce lorsqu'il n'y a pas d'enfant et que les parties sont d'accord.
 - aimerait le concept de faute éliminé de la Loi sur le divorce.
- D-32 K. Anderson (profane) (18 déc. 72)
- aimerait que la rupture du mariage soit le seul motif de divorce.
 - lorsque les parties sont d'accord, l'octroi immédiat du divorce.
- D-33 (voir TF-34 Hodgkinson)
- aimerait que la loi réduise les honoraires légaux au minimum.
- D-34 Mme Dallinger (profane) (20 déc. 72)
- divorce sur demande.
 - période de séparation d'un an si des enfants sont en cause.
- D-35 Penny Manuel (profane) (21 déc. 72)
- réduire la période de séparation à un an.
- D-36 R. Graham (profane) (3 janv. 73)
- réduire la période de séparation à un an.
 - diminuer les frais du divorce.

- D-37 W.J. Hemmerick (avocat) (19 janv. 73)
- dans les causes de divorce non contestées, jugement irrévocable rendu au procès.
 - croit que les juges et non les greffiers devraient reviser les dossiers.
- D-38 M. Paré (profane) (4 fév. 73)
- réduire la période de séparation (à six mois)
- D-39 (voir BE-9 Hodgins)
- divorce sur demande.
- D-40 (voir TF-37 Halton)
- loi en vue de réduire le plus possible les frais d'un divorce.
- D-41 C. Anderson (profane) (19 mars 73)
- divorce après un an de séparation.
 - rupture du mariage seule cause de divorce.
 - des divorces à un coût peu élevé.
- D-42 Ass. des Femmes Chefs de Famille de Sherbrooke (5 avr. 73) (voir aussi S-23, TF-36)
- suppression de l'adultère comme cause de divorce.
 - reconnaissance de divorces étrangers.
 - reconnaissance des séparations légales d'une province à une autre.
- D-43 O. Ternouski (profane) (21 mai 73)
- des divorces à bon marché.
- D-44 Owen J.R. Smith (avocat) (1er juin 73) (voir aussi S-27, TF-38)
- est en faveur du divorce sans égard à la faute.
 - divorce accordé après une période de séparation de six mois.

- D-45 (voir TF-41 Saxton)
- ne croit pas que l'inconduite d'une partie devrait être considérée comme motif de divorce -- rupture du mariage seule cause.
- D-46 J. O'Drane (profane) (19 juin 73)
- divorce après une période de séparation d'un an.
- D-47 Congrégation Machzikee Hadas (Juive) (22 nov. 73)
- des lois sur le divorce plus libérales diminueraient le taux des divorces au Canada.
- D-48 J. Moody (profane) (7 sept. 73)
- divorce après une période de séparation d'un an.
- D-49 R. McBride (profane) (2 mai 74) (voir aussi S-31, TF-12)
- divorce sans égard à la faute - rupture du mariage seul motif de divorce.
 - une période de séparation de six mois si les parties sont d'accord (le tribunal peut autoriser un délai plus court)
 - ou une période de séparation d'un an lorsque des enfants sont en cause.
 - les frais judiciaires d'un divorce devraient être diminués.
- D-50 J. Shivas (avocat) (16 mai 74)
- aimerait que la Loi sur le divorce permette le mariage entre un homme et la soeur de sa femme divorcée lorsque celle-ci vit encore ou entre une femme et le frère de son époux divorcé lorsque celui-ci vit encore.
- D-51 V. Moody (profane)
- des divorces à frais peu élevé.
- D-52 Mme L. Ouellet (profane) (7 mai 75) (voir aussi 1-95)
- la période de séparation comme motif de divorce devrait être réduite à un an.

- D-53 C. Trites (profane) (4 juin 75) (voir aussi 1-96, S-34)
- les périodes de séparation comme motif de divorce devraient être réduites.
- D-54 (voir TF-45 Doran)
- les frais d'un divorce devraient être réduits de façon qu'un homme pauvre soit en mesure d'engager un bon avocat.
- D-55 J.L. den Ouden (avocat) (26 oct. 72) (voir aussi S-35)
- les mesures accessoires devraient être accordées en tout temps avant ou après le jugement provisoire.
 - la preuve d'adultère, une mesure archaïque devrait être abolie.
 - les périodes de séparation comme motif de divorce devraient être diminuées.
 - les frais des rapports du tuteur public sont trop élevés.
 - lorsque le gouvernement intervient (par exemple par le bien-être social) et que l'épouse transfère au gouvernement les paiements de soutien, celle-ci ne devrait pas être imposée.
- D-56 J.M. Hattersley (avocat) (2 nov. 72) (voir aussi TF-53, S-36)
- le délai entre le jugement provisoire et le jugement irrévocable devrait être réduit à un mois.
- D-57 (voir TF-55 Lang)
- la période d'attente devrait être d'un an lorsque le motif est la séparation.
 - les frais du divorce devraient être réduits.
- D-58 M. le juge J. Van Duzer (23 juil. 73)
- la rupture du mariage devrait être ajoutée comme motif de divorce dans la Loi sur le divorce.
- D-59 Mlle Patsy George (profane)
- aimerait que soit accepté au Canada le divorce sans égard à la faute.

- D-60 (voir 1-114 Robertson) (profane)
- favorise le divorce sans égard à la faute ou au moins une période de séparation plus courte comme motif.
- D-61 Mme J. Bender (profane) (13 mars 73)
- croit qu'en matière de divorce les lois relatives à la garde des enfants devraient être modifiées de façon qu'elles profitent avant tout à ces derniers.
- D-62 M. M.P. Dalseg (profane) (4 mai 73)
- les honoraires des avocats devraient être réduits au minimum.
 - si les lois sur le divorce étaient plus simples, on aurait pas besoin d'avocat.
- D-63 M. A. Aulsebrook, (profane) (20 sept. 73)
- en matière de divorce la garde des enfants ne devrait pas être toujours accordée à la mère.
- D-64 Parents Without Partners (20 janv. 73)
- mettre fin au débat juridique entre avocats.
 - rendre les lois sur le divorce équitables aux deux parties.
- D-65 M. le juge McNichol Sanders (21 fév. 73)
- reconnaissance des jugements étrangers.
 - renseigner le public sur les lois sur le divorce.
- D-66 Federated Women's Institutes of Canada
- les lois devraient être rédigées plus clairement.
- D-67 Mlle Crawford (profane) (20 janv. 73)
- aimerait que les lois sur le divorce soient modifiées afin de permettre aux femmes divorcées de changer automatiquement leur nom.

- D-68 M. E. Dudley (profane) (20 janv. 73)
- que les lois concernant la garde des enfants soient plus équitables pour les hommes (par exemple les droits de visite).
- D-69 Mme M. Gloude (profane) (24 janv. 73)
- croit que ceux qui sont coupables devraient payer la partie la plus importante des frais dans les demandes en divorce.
- D-70 M. H.F. Summertan (profane) (22 janv. 73)
- une période de séparation plus courte comme motif.
 - pas de période d'attente entre le jugement provisoire et le jugement irrévocable.
- D-71 Mme M. Watson (profane) (22 janv. 73)
- on devrait traiter d'abord la question du soutien des enfants.
- D-72 Mme A. Herlowitch (profane) (24 janv. 73)
- une période de séparation plus courte comme motif de divorce.
- D-73 M. E.J. Finch (profane) (25 janv. 73)
- aimerait que soit inclus dans les motifs de divorce la maladie incurable du conjoint.
 - le divorce devrait aussi être accordé sur demande lorsque les parties sont d'accord.
- D-74 M. L. Keller (profane) (30 janv. 73)
- divorce sans égard à la faute.
 - divorce immédiat lorsqu'il n'y a pas d'enfant en cause.
- D-75 Anonyme
- les lois relatives à la garde des enfants devraient être amendées de façon à permettre aux pères de l'obtenir.
 - réduire les frais pour les divorcés.
 - une période de séparation plus courte.

- D-76 Mlle Martha Ferguson (profane) (4 fév. 73)
- les femmes divorcées devraient pouvoir obtenir du crédit sans leur mari.
- D-77 M. R. Shrigley (profane) (5 fév. 73)
- les juges ne devraient pas considérer le divorce comme une affaire sans importance.
 - le délai entre la requête en divorce et l'audition devrait être plus court.
 - les frais devraient être réduits à un minimum.
- D-78 Mme J. Sperry (profane) (20 fév. 73)
- divorce sur demande pour les personnes sans enfant.
 - diminuer les frais judiciaires.
- D-79 M. J.J. Paulbiski (profane) (21 janv. 73)
- le divorce est trop coûteux.
- D-80 M. C. Bradash (profane) (20 janv. 74)
- le divorce est trop coûteux pour les personnes à revenu moyen.
- D-81 Mlle E. Kerucy (profane) (20 fév. 74)
- des lois plus équitables pour les hommes.
- D-82 Mme A. Andres (profane) (4 mars 74)
- aimerait que les frais du divorce soient moindres.
- D-83 Mlle June Beeby (profane) (13 mai 74)
- croit que les femmes sont victimes de discrimination dans les causes de divorce.
- D-84 Dr. Griffith Binning (professeur) (15 mai 74)
- aimerait que les lois relatives à la garde des enfants par les parents divorcés soient modifiées.
 - l'intérêt de l'enfant devrait être l'aspect le plus important dans les règlements entre les divorcés.

- D-85 Cap. D.N. Noseworthy (profane) (19 mai 74)
- les honoraires des avocats dans les affaires de divorce devraient être réduits au minimum.
- D-86 Mme G. Smith (profane) (20 fév. 74)
- divorce sans égard à la faute.
 - divorce immédiat s'il n'y a pas d'enfant en cause.
- D-87 Mme B. Wilcox (profane) (15 août 74)
- aimerait que les droits des enfants des divorcés soient la première question étudiée.
- D-88 Mme C. Price (profane) (28 sept. 74)
- divorce sans égard à la faute.
 - rupture du mariage comme seul motif des divorces.
- D-89 Mlle Nancy Lucas (profane)
- aimerait que la rupture du mariage soit le seul motif de divorce.
 - divorce immédiat pour les conjoints sans enfant.
- D-90 M. Miron Balych (profane) (25 mars 75)
- aimerait que la Commission de réforme du droit prenne finalement position sur le divorce sans égard à la faute.
- D-91 Anonyme
- considère que les lois sur le divorce sont trop indulgentes.
- D-92 M. N. Gifford (profane) (6 mai 75)
- aimerait que les lois relatives à la garde des enfants traitent les hommes avec plus d'égalité.
- D-93 M. J. Stark (profane) (19 août 75)
- le divorce devrait être accordé immédiatement lorsque les deux conjoints sont d'accord.

D-94

M. Bryan Clarke (profane) (30 août 75)

- les lois sur le divorce devraient être adoucies.
- propose le divorce sur demande lorsqu'il n'y a pas d'enfant en cause et une période raisonnable d'attente lorsqu'il y a des enfants.

5. Autres sujets

- A-1 Sous-ministre fédéral de la Santé et du Bien-être social (2 mars 72)
- aimerait que notre projet étudie cette partie du droit de la famille qui a une incidence sur le droit criminel comme par exemple les enfants maltraités.
- A-2 Ontario Psychiatric Association
- l'association des psychiatres considère que si les juges continuent à faire lecture publiquement des rapports psychiatriques devant la famille et les jeunes délinquants, elle va imposer des restrictions sérieuses aux rapports psychiatriques.
- A-3 Anonyme
- les droits des femmes célibataires devraient être examinés.
- A-4 (voir TF-24 Conférence Catholique Canadienne)
- aimerait que le sujet de l'avortement soit enlevé du Code criminel.
- A-5 (voir D-19 MacGill)
- le statut de l'enfant adopté.
 - examen de l'assistance judiciaire.
- A-6 Frances Porteous (7 avr. 72)
- nécessité de nouvelles lois à l'égard des enfants illégitimes.
- A-7 Glen Lawson (Société de l'enfance) (mai 72)
- aimerait que les parents adoptifs et les enfants adoptés aient les mêmes droits légaux.

- A-8 Philippe Garigue (professeur) (12 oct. 72)
- aimerait que la Loi relative au mariage soit modifiée de façon à inclure les mariages autres que ceux entre hommes et femmes.
- A-9 Société de l'enfance
- examiner la Loi sur le bien-être de l'enfant.
- A-10 Hazel Scott (profane) (16 fév. 72)
- on devrait adopter une loi afin de permettre à une femme divorcée ou séparée de participer au Régime de Pension du Canada.
- A-11 Mlle C.D. Busing (étudiante en droit) (12 mars 73)
- reconnaître légalement l'état de concubinage.
- A-12 Mme A. Gaspari (profane) (13 mars 73)
- aimerait une modification dans les lois sur l'adoption.
- A-13 Conference of Uniformity of Legislation (15 mars 73)
- les enfants adoptés devraient avoir tous les droits.
- A-14 Mme B. Riseborough (procureur de la Couronne)
(27 avr. 73)
- la Loi sur les enfants maltraités et sur les jeunes délinquants devrait être examinée.
- A-15 Pétition signée par 17 personnes (étudiants en droits)
- les lois sur la paternité sont discriminatoires.
 - les pères n'ont aucun droit.
- A-16 Rowe (profane) (25 juin 74)
- des droits légaux pour les enfants illégitimes.
- A-17 (voir TF-50 Guss)
- la Loi sur les jeunes délinquants et la Loi sur les jeunes hostiles devraient être étudiées par préséance.

A-18 J. McComisky (avocat) (12 nov. 72)

- croit que les professeurs d'université devraient avoir recours aux avocats pratiquant avant de faire des recommandations.

A-19 (voir TF-50 Lang)

- aimerait que les droits des autochtones, sur le divorce par exemple, soient examinés.

D E U X I E M E P A R T I E

LE TRIBUNAL DE LA FAMILLE

DOCUMENT DE TRAVAIL NO 1

En tout 187 commentaires ont été reçus des divers groupes mentionnés dans le tableau annexé. Dans ce nombre sont incluses les réponses reçues de 65 juges (à travers le Canada) à un questionnaire qu'a préparé M. le juge David M. Steinberg pour la Commission de réforme du droit. Le rapport du juge Steinberg intitulé "Drafting of a Model Unified Family Court Legislation" et daté du 6 juin 1973 traite plus en détail de ce questionnaire. Au début de son rapport, M. le juge Steinberg explique l'écart entre les 1,153 questionnaires envoyés et les 65 réponses reçues. Comme la plupart des juges ont participé à des comités particuliers qui ont étudié la question d'un tribunal de la famille à juridiction intégrée et comme les rapports subséquents de ces comités ont exprimé leurs opinions sur le sujet, une importante majorité des juges n'ont pas cru nécessaire de répondre individuellement au questionnaire. Le rapport du juge Steinberg contient également les détails de ces documents préparés par les comités.

Le rapport du juge Steinberg est très détaillé et on n'a pas cru nécessaire de reproduire ici ses conclusions, où l'on ne retrouvera donc qu'un court résumé des lettres reçues des juges.

Tous les commentaires reçus, sauf huit, se sont montrés favorables à l'établissement au Canada d'un système de tribunal de la famille à juridiction intégrée. Toutefois, la plupart des lettres et des mémoires reçus se sont montrés opposés à certaines de nos propositions. Et plus particulièrement aux aspects suivants:

- 1) onze personnes croient que les affaires des jeunes délinquants devraient normalement relever de la compétence du tribunal de la famille.
- 2) cinq sont d'avis que le tribunal de famille devrait siéger à huis-clos.
- 3) quatre ne sont pas d'accord pour admettre qu'automatiquement les juges doivent avoir d'abord exercer la profession d'avocat - plusieurs (y inclus des travailleurs sociaux) pensent que des travailleurs sociaux seraient mieux préparés à exercer la fonction de juge du tribunal de la famille.
- 4) quatre pensent que les paiements des pensions alimentaires devraient se faire par l'intermédiaire d'un organisme gouvernemental.
- 5) trois pensent que le tribunal devrait être établi au niveau des cours de comté.
- 6) deux groupes religieux n'aiment pas que l'on ait ignoré le rôle des associations religieuses dans les services sociaux.
- 7) deux pensent que les juges et les avocats devraient recevoir une formation en sciences humaines.
- 8) deux croient que le coût du programme serait trop élevé pour le contribuable.
- 9) deux croient que l'état de concubinage et les mariages entre homosexuels devraient être reconnus par ce tribunal.
- 10) deux croient que les services sociaux devraient dépendre directement du tribunal de la famille.

- 11) un mémoire soumis par le Tribunal de la famille du Nouveau-Brunswick exprime l'opinion que le système contradictoire devrait être maintenu mais modifié.
- 12) le document fait miroiter de faux espoirs quant à l'exécution par le tribunal des ordonnances de soutien.
- 13) le document aurait dû se pencher sur les aspects philosophiques d'un tribunal unique de la famille.
- 14) on aurait dû accorder plus d'attention aux services de préparation au mariage.
- 15) certains trouvent que le système d'assistance judiciaire devrait être examiné - ils considèrent qu'il ne fournit pas les services des avocats les mieux préparés à la tâche assignée.
- 16) on croit qu'on devrait insister davantage sur les services de conciliation.
- 17) on propose la présence de représentants de l'assistance judiciaire à l'endroit où siège le tribunal.
- 18) on trouve le texte du document incompréhensible.
- 19) on n'est pas en faveur "des avocats populaires".
- 20) un psychiatre propose que les questions pénales connexes (l'inceste, les mauvais traitements infligés aux enfants, etc.) soient du ressort du tribunal de la famille.
- 21) un juge considère que des interprètes devraient être disponibles sur demande.
- 22) un avocat croit que la Commission n'a pas suffisamment d'autorités à l'appui du document.
- 23) plus d'attention devrait être accordé à l'intérêt des enfants.
- 24) on n'est pas en faveur d'une "banque centralisée de données" qui est jugée comme un empiètement sur le droit à l'intimité.
- 25) certains considèrent que le recours aux services d'orientation et de conciliation ne devrait pas être obligatoire.

- 26) les services d'orientation et de conciliation ne devraient pas relever du tribunal.
- 27) les rapports d'enquête ne devraient pas être mis à la disposition de tous et les parties ne devraient pas pouvoir mettre en cause leur validité.
- 28) simplification des lois.
- 29) un psychiatre ne croit pas que des psychiatres devraient être rattachés au tribunal.

EXPLICATION DES ABREVIATIONS

1. Dans l'analyse détaillé de chaque lettre, le premier chiffre correspond au numéro du document de travail (ainsi 1-1 renvoie au document de travail no. 1 (le tribunal de la famille) et le chiffre après le trait ne sert qu'à numéroter les lettres.

2. Lorsque la lettre (L) apparaît avant le nom, cela signifie que le commentaire a été reçu sous forme de lettre.

Lorsque la lettre (M) apparaît avant le nom, cela signifie que le commentaire a été reçu sous forme de mémoire.

3. Les groupes sont identifiés ainsi:

Public	- le grand public
Ass.	- les associations et sociétés englobant les centres de services à la famille, les travailleurs sociaux, les sociétés d'aide à l'enfance, etc.

M.P.	- les membres du Parlement.
------	-----------------------------

Professeur	- s'étend aux professionnels autres que les avocats.
------------	--

Gouv.	- les ministères gouvernementaux y compris les organismes de réforme du droit.
-------	--

Femmes	- les groupements féminins.
--------	-----------------------------

Psy.	- les psychiatres.
------	--------------------

Les autres mentions s'expliquent d'elles-mêmes.

TRIBUNAL DE LA FAMILLE

DOCUMENT DE TRAVAIL #1

TABLEAU RECAPITULATIF

	FAVORABLE	DEFAVORABLE	TOTAL
Editoriaux	27	2	29
Lettres et mémoires	91	2	93
Réponses au questionnaire de Steinberg	58	4 3 sans opinion	65
Totaux	179	8	187

Tribunal de la famille

Document de travail #1

TABLEAU

GROUPE	FAVORABLE	DEFAVORABLE	TOTAL
Grand public	35	-	35
Associations: services à la famille et travailleurs sociaux	22	1	23
Avocats	9	1	10
Juges	8	-	8
Professeurs	5	-	5
Groupements religieux	3	-	3
Psychiatres	3	-	3
Ministères gouverne- mentaux y inclus les commissions de réforme du droit	3	-	3
Groupements féminins	2	-	2
Membres du Parlement	1	-	1
TOTAUX	91	2	93

REPONSES AU QUESTIONNAIRE STEINBERG

Réponses aux questions 1, 2 et 3 seulement provenant de:
(voir Annexe "A" ci-jointe)

1. Juges des cours suprêmes et supérieures:

19 réponses reçues
11 réponses affirmatives
5 réponses négatives
3 n'expriment pas d'opinion

On pourrait souligner que des cinq réponses négatives, trois provenaient de juges de la Cour Supérieure du Québec.

2. Juges des cours de comté:

16 réponses reçues
16 réponses affirmatives

3. Juges des cours provinciales:

(y compris les juges de la Cour du Bien-Etre social du Québec)

29 réponses reçues
28 réponses affirmatives
1 réponse négative

En faveur d'une compétence au niveau de la Cour Supérieure:

7 juges 2 de la Colombie Britannique
 2 de l'Ontario
 1 de l'Alberta
 2 du Québec

En faveur d'une compétence au niveau d'une cour d'instance inférieure:

7 juges 3 de la Colombie Britannique
 2 de l'Ontario
 1 de la Saskatchewan
 1 du Québec

* Les questions 1, 2 et 3 étaient les seules pertinentes au document sur le tribunal de la famille. Les autres questions visaient à savoir comment (selon l'opinion des juges) un tribunal de la famille pourrait fonctionner dans leur juridiction.

LE TRIBUNAL DE LA FAMILLE - DOCUMENT DE TRAVAIL #1

COMMENTAIRES

Editoriaux

- 1-1 Canadian Welfare - Ottawa, mai 1975
- simplement un éditorial qui énonce les projets-pilotes dont le document de travail propose la mise sur pied.
 - favorable au document et à son récent projet-pilote.
- 1-2 Toronto Star - le 27 février 1974
- l'article est très favorable à notre document mais mentionne qu'il ne fait que réaffirmer ce qui a déjà été dit à maintes reprises.
 - l'éditorialiste semble croire que le document fait miroiter de faux espoirs quant à l'exécution des ordonnances de soutien.
- 1-3 Globe & Mail - le 7 mars 1974
- très favorable mais considère que la Commission aurait dû étudier l'aspect philosophique du tribunal de la famille.
- 1-4 Globe & Mail (John Beaufoy) le 26 février 1974
- favorable et un compte rendu assez juste du document.
- 1-5 Globe & Mail (John Beaufoy), le 26 février 1974
- en faveur mais souligne ce qu'il en coûtera au contribuable.
- 1-6 Advocate, Red Deer, Alberta, le 2 mars 1974
- extrêmement favorable.
- 1-7 Guardian, le 13 mars 1974
- compte rendu favorable mais un élément intéressant vient s'y ajouter par le fait que le journal intitule l'article "Interrogez-vous" et qu'à la fin on incite les lecteurs à commenter le sujet.

- 1-8 Expositor, Brantford, Ont., le 27 février 1974
- extrêmement favorable au programme dont le besoin depuis longtemps se fait sentir.
- 1-9 Illisible
- donne un compte rendu favorable de nos recommandations en même temps que de celles de la Commission de réforme du droit de l'Ontario.
- 1-10 Journal - Edmonton, Alberta (June Sheppard),
le 28 mai 1974
- l'article est favorable et on y perçoit une touche féminine.
 - il s'étend sur la partie du document qui traite de la conciliation.
- 1-11 Times - Oshawa, Ontario, le 19 juin 1974
- l'article loue le document mais traite surtout de la recommandation de l'ACSW en vue d'établir un fond pour les ordonnances de soutien.
- 1-12 The Times News, Thunder Bay, le 10 avril 1974
- l'article mentionne que le document est "cependant provoquant".
- 1-13 Don Sellar - Nugget, North Bay, le 8 avril 1974
- très favorable à l'intégration des tribunaux de la famille.
- 1-14 Gazette, Sarnia, Ontario, le 18 avril 1974
- en accord avec le document mais croit qu'il devrait commenter quelque peu ce qui se passe avant le mariage.
 - l'article propose plus de services de préparations au mariage.
- 1-15 Vancouver Sun, le 9 mai 1974
- compte rendu favorable du document.

- 1-16 Spectator Hamilton, le 11 mars 1974
- un excellent article qui considère le document "cependant provoquant".
- 1-17 Beacon-Herald, Stratford, le 23 avril 1974
- très bon compte rendu du document qui traite aussi de l'opinion de l'Institut Vanier lorsque ce dernier mentionne que les nouveaux services dont le document de travail recommande le rattachement au tribunal prolongeront les choses et susciteront des difficultés supplémentaires.
- 1-18 Observer (Bud Cullen) Sarnia, Ont. le 17 avril 1974
- l'éditorialiste est un membre du Parlement qui appuie fortement des tribunaux de la famille de compétence fédérale et il est donc complètement d'accord avec le document de travail.
- 1-19 Journal, Ottawa, Ontario, le 25 février 1975
- compte rendu favorable sur la mise sur pied de projets-pilotes conformément aux propositions faites dans notre document de travail.
- 1-20 Trentonian - le 30 avril 1974
- cet éditorial traite surtout des personnes et groupements qui ne sont pas en faveur d'un tribunal de la famille à juridiction intégrée.
 - 1) l'Institut Vanier sur la famille considère que si les tribunaux étaient plus humains, on n'aurait pas besoin de tribunaux de la famille.
 - 2) il n'est pas d'accord à faire du tribunal de la famille une division de la Cour Supérieure.
 - il semble penser que cela contribuerait à élargir le fossé entre le processus judiciaire et la collectivité.

- 1-21 Editorial - Le Droit, Ottawa, le 8 juillet 1974
- un article d'une série traitant des droits relatifs au mariage.
 - en cet article particulier, l'auteur mentionne favorablement le document de travail comme étant un document qui examine un certain nombre de questions soulevées dans des articles antérieurs et dans celui-ci.
- 1-22 Le Jour - Ville St-Laurent, P. Qué., le 23 novembre 1974
- rapport favorable.
- 1-23 La Tribune - Sherbrooke
- rapport très favorable qui traite des opinions du "Centre d'Action Familiale de Sherbrooke" et des commentaires du document de travail.
 - il semble d'accord sur tous les points et suggère que nos recommandations soient appliquées le plus tôt possible.
- 1-24 Le Nouvelliste - Trois-Rivières, le 23 janvier 1975
- cet article donne un compte rendu de la présentation du document faite par M. Chrétien devant le "Club des femmes de carrière de Shawinigan", qui a très bien accueilli le document.
- 1-25 Le Devoir - Montréal, le 25 février 1975
- cet article est favorable à notre document et propose que la province de Québec prenne l'initiative d'appliquer certaines des recommandations qui y sont faites.
- 1-26 Le Nouvelliste - Trois-Rivières, avril 1975
- cet article mentionne que l'OFAQ est d'accord avec nos recommandations.
- 1-27 Le Droit - Ottawa, le 4 mars 1975
- cet article insiste sur l'importance de l'établissement d'un tribunal de la famille à juridiction intégrée dans toutes les provinces.

- 1-28 La Presse - Montréal, le 4 mars 1975
- cet article est favorable à toutes nos recommandations sauf une.
 - l'auteur n'est pas d'accord avec la proposition que le tribunal soit au niveau de la Cour Supérieure.
- 1-29 La Tribune - Sherbrooke, le 23 avril 1975.
- article favorable au document et qui s'inspire de l'opinion du "Centre d'action familiale".

Lettres et mémoires

- 1-30 Ass. (L) Société d'aide à l'enfance du Grand Toronto
 le 31 mai 1974
 (cette lettre rédigée par les fonctionnaires
 supérieurs ne représente pas le point de vue
 officiel du Conseil d'administration).
- en accord en substance avec le document.
 - ils croient que contrairement à ce que nous disons, les affaires des jeunes délinquants devraient relever de la compétence d'un tribunal de la famille à juridiction intégrée.
 - ils ne sont pas d'accord avec le fait que la presse et les autres média d'information puissent assister aux auditions du tribunal.
- 1-31 Groupe- (L) The Board of Congregational Life, l'Eglise
 ment presbytérienne du Canada
 reli-
 gieux - aimerait que la Commission prenne en
 considération le rôle des groupements religieux
 dans les services complémentaires.
 - est en faveur de nos recommandations mais
 croit qu'on n'aurait pas dû ignorer le rôle des
 groupements religieux.
- 1-32 Avocat (L) Howard-Gibbon Co., mai 1974
- très en faveur
 - encourage la Commission à commencer les consultations proposées avec les provinces aussitôt que possible.

1-33 Public (L) Herbert Adams, le 23 mai 1974

- très favorable au document mais considère qu'il aurait dû traiter de la question des jeunes délinquants.

1-34 Avocat (L) J. Martin Hattersley

- favorable à la plupart de nos recommandations mais croit que le tribunal devrait être établi au niveau de la "Cour du magistrat".

1-35 Public (L) C. Bradash, le 17 mai 1974

- le document lui plaît mais croit qu'on devrait faire quelque chose de plus à l'égard des frais élevés du divorce.
- cette personne considère que notre système d'assistance judiciaire ne fournit pas les services des avocats les plus compétents pour la tâche assignée.

1-36 Public (L) Mlle Patricia Gauvin, le 17 mai 1974

- en faveur en principe à notre document mais en son cas elle a été mal représentée.

1-37 Ass. (L) Optat (Centre de traitements pour les alcooliques)

- des 108 patients du centre, 26 sont divorcés, 49 sont séparés et 33 ont des problèmes matrimoniaux et cette lettre résumé leurs réactions à notre document.
- ils sont tous d'accord avec notre recommandation visant un tribunal de la famille à juridiction intégrée et ils espèrent que les questions relevant de la famille soient traitées de façon plus humanitaire.

1-38 Public (L) Marge Reitsma

- souscrit sans réserve au document.
- elle propose qu'un organisme gouvernemental verse tous les paiements de soutien et qu'il les recouvre ensuite du conjoint, en garantissant ainsi le paiement.

- 1-39 Professeur (L) Professeur Edkelaar, le 15 mai 1974
seur
- le professeur a écrit pour ses étudiants un article en faveur du document.
- 1-40 Juge (L) M. le juge Haines, le 13 mai 1974 (S.C.J.)
- considère impraticable la nomination du personnel proposé.
- une opinion (bien fondée) d'un juge que les juges ainsi que les avocats ne se soucient pas des problèmes matrimoniaux et il propose donc d'insister beaucoup sur la formation en droit familial à donner aux juges et aux avocats.
- 1-41 Ass. (L) Centre d'animation familiale de l'Outaouais, le 13 mai 1974
- le comité qui englobe plusieurs associations familiales est très favorable à toutes nos recommandations il incite fortement qu'elles soient appliquées sans retard.
- 1-42 Public (L) Patricia Lambert, le 9 mai 1974
- des plus favorable au document mais elle croit que la Cour de comté devrait avoir compétence en la matière puisque les juges de la Cour de comté ont une tâche moins lourde et qu'ils sont plus proches des sociétés communautaires.
- 1-43 Juge (L) M. le juge R. F. McLellan, le 9 mai 1974
- croit que le document représente les opinions d'un grand nombre de juges au Canada et il est complètement d'accord avec nos propositions en vue d'une réforme.
- 1-44 M.P. (L) Judy LaMarsh
- commentaire favorable.
- 1-45 Avocat (L) Harry Lipton, le 16 avril 1974
- favorable
- propose la présence de fonctionnaires de l'assistance judiciaire aux endroits où siège le tribunal.

- 1-46 Professeur (L) Dr. A. I. Cunningham, le 23 avril 1974
- favorable, mais considère le texte incompréhensible.
- 1-47 Groupe féminin (L) K. Benning (White Rock Council of Women) le 21 avril 1974
- en faveur des propositions mais croit que les ordonnances de soutien devraient être plus sévères et aimerait que les personnes en défaut soient inculpées en vertu du Code criminel.
- 1-48 Public (L) M. Paré, le 17 avril 1974
- très favorable, il se montre intéressé à voir le document mis en application immédiatement.
- 1-49 Juge M. le juge R. E. Lee, le 17 avril 1974 (juge de la cour du magistrat)
- ce juge est aussi d'avis que si les ordonnances de soutien étaient traités de la même façon que les cotisations en vertu de la Loi de l'Impôt sur le revenu, il n'y aurait pas de problème.
- 1-50 Avocat (L) Harris McDonald, le 16 avril 1974
- commentaire favorable.
- 1-51 Avocat (L) K. Kirkland, le 10 avril 1974
- considère que le document envisage cette partie du droit d'une façon approfondie et moderne.
- 1-52 Avocat (L) G. Morton, le 8 avril 1974
- favorable
- propose qu'il n'y ait qu'un seul tribunal de la famille et que la Cour supérieure ait une compétence résiduaire.
- n'appuie pas les avocats populaires ou d'autres méthodes para-judiciaires, permettant à des personnes qui ne sont pas avocats de plaider devant les tribunaux ou de conseiller les plaideurs.

- 1-53 Juge (L) M. le juge Cornish, le 8 avril 1974
- propose la participation des groupes religieux aux services complémentaires.
 - on devrait fournir sur demande des interprètes qualifiés.
- 1-54 Juge (L) M. le juge H. A. Allard (tribunal de la famille)
- appuie la recommandation en vue d'un tribunal de la famille à juridiction intégrée mais n'est pas d'accord avec la plupart de nos recommandations visant son établissement.
 - il déclare que les juges qui n'ont pas de formation juridique sont plus conscients des aspects légaux du problème qui leur est soumis.
 - croit que la Loi sur les jeunes délinquants devrait relever du tribunal.
 - considère que les affirmations de la Commission devraient s'appuyer sur des autorités précises.
- 1-55 Psy. (L) Fred Houston, le 2 avril 1974
- favorable
 - propose que les matières pénales connexes relèvent de la compétence du tribunal de la famille, c'est-à-dire l'inceste etc.
 - n'est pas en faveur de l'intervention de la presse.
- 1-56 Ass. (L) Jack Finlay - Société d'aide à l'enfance, le 2 avril 1974
- un document des plus progressifs
 - propose que les juges prennent des cours en sciences humaines.
- 1-57 Public (L) M.B. Dallinger, le 2 avril 1974
- considère le document comme un "excellent reportage".
- 1-58 Public (L) Paul Germain, le 19 mars 1974
- très en faveur
 - propose qu'un bureau d'assistance sociale paie le soutien et le recouvre du responsable.

- 1-59 Ass. (L) Community & Family Services, le 2 avril 1974
- appuie complètement le document et offre leurs services au gouvernement.
- 1-60 Juge (L) M. le juge B.R. Guss (tribunal de la famille), le 29 mars 1974
- en faveur d'un tribunal de la famille à juridiction intégrée mais croit que le Nouveau-Brunswick est plus avancé dans le domaine du droit de la famille que les autres provinces.
- 1-61 Public (L) M. Lackstone, le 27 mars 1974
- en faveur mais considère qu'on aurait dû tenir compte davantage des "enfants".
- 1-62 Ass. (L) Département des Services Sociaux, le 22 mars 1974
- très favorable au document et mentionne que les solutions suggérées sont à peu près les mêmes que celles proposés par les Services Sociaux.
- 1-63 Ass. (L) L'association des juges provinciaux, le 1er mars 1974
- très louangeur.
- 1-64 Ass. (M) La Cour provinciale (division de la famille) Bathurst, N.B., le 27 mai 1974
- favorable mais croit que le système contradictoire (avec des modifications) devrait être conservé.
 - propose qu'un comptable attaché au tribunal s'occupe des ordonnances de soutien.
- 1-65 Ass.(F) (L) Les organismes familiaux associés du Québec
- très en faveur

1-66 Ass. (L) Family Service of Eastern Nova Scotia, le
1^{er} mai 1974

- une grande partie favorable
- contre la présence de la presse
- propose d'attacher plus d'importance à la recherche visant à apprécier la question.

1-67 Travail- (L) Margo Lamont, le 31 mai 1974
leur
social

- ne pense pas que les juges doivent être avocats.
- ne croit pas qu'on devrait tant insister sur la réconciliation (elle préfère des lois permettant un divorce rapide).
- n'est pas en faveur d'une banque centralisée des données (empiètement sur le droit à l'intimité).

1-68 Psy. (F) La Corporation des Psychologues du Québec, le
28 mai 1974

- est d'accord avec la plus grande partie du document.
- elle croit que les services psycho-judiciaires devraient être directement aux endroits où siège le tribunal de la famille.

1-69 Ass. (L) A. L. Barland (Service d'orientation de la
famille), le 31 mai 1974

- très favorable
- pas d'accord pour recruter les juges chez les avocats et les former ensuite (trop dispendieux) alors que les travailleurs sociaux et autres professionnels semblables ont plus d'expérience dans les questions de la famille.

1-70 Psy. (L) Dr. McConville, le 3 juin 1974

- applaudit à l'idée d'un tribunal de la famille à juridiction intégrée.
- il croit que les services psychiatriques et autres devraient être financés par le système judiciaire.
- préférerait que les psychiatres soient au service du tribunal plutôt que de représenter l'un ou l'autre des parents.

- 1-71 Profes- (L) Professeur John Wade (droit de la famille)
seur le 31 mai 1974
- croit que les juges devraient se déplacer et que le tribunal ne devrait pas être situé dans un seul édifice.
 - croit que les affaires des jeunes délinquants devraient relever de la compétence du tribunal de la famille.
- 1-72 Ass. (F) (M) Ass. des officiers de probation du Québec
- favorable
 - croit que les causes des jeunes délinquants sont du domaine du tribunal de la famille.
 - ne croit que les parties et les avocats devraient pouvoir prendre connaissance des rapports.
 - ne croit que les parties devraient avoir le droit de mettre en cause la validité du rapport.
- 1-73 Groupe- (L) Catholic Family Service, le 19 juin 1974
ment
reli-
gieux
- fervent partisan d'un tribunal unique
 - croit que nos lois devraient être simplifiées.
- 1-74 Ass. (L) Social Planning Council of Oshawa, le 25
juin 1974
- très en faveur des recommandations.
 - ne croit pas que les juges devraient être choisis uniquement chez les avocats.
- 1-75 Ass. (F) (M) La Fédération des Unions de familles, le 28
juin 1974
- complètement d'accord avec toutes nos recommandations et elle aimerait que les services sociaux rattachés au tribunal soient établis le plus tôt possible.
- 1-76 Ass. (F) (M) Centre de services sociaux Richelieu
- complètement d'accord avec nos recommandations.
- 1-77 Public (L) Aimé Benoit, le 30 juillet 1974
- est d'accord et propose des modifications aux lois sur le divorce.

- 1-78 Travail- (L) Brigham, le 31 juillet 1974
leur
social - en faveur
 - absence de toute publicité.
 - ne croit pas que les juges devraient être
 avocats.
- 1-79 Ass. (M) Vanier Institute of the Family, le 17
 juin 1974
 - apprécie le travail fait par la Commission
 mais n'est pas d'accord avec bon nombre de nos
 recommandations.
- 1-80 Public (L) G. Labrecque, le 20 juin 1974
 (F)
 - des plus favorable.
- 1-81 Public (L) E. Cristel, le 23 octobre 1974
 (F)
 - très favorable et il propose la mise en
 application le plus tôt possible.
- 1-82 Ass.(F) (L) Carrefour des Familles monoparentales, le
 24 octobre 1974
 - d'accord avec la plupart de nos recommandations.
- 1-83 Ass.(F) (L) Centre de la Famille de St-Jérôme
 - très en faveur
- 1-84 Ass.(F) (L) Services Juridiques Populaires de Sherbrooke
 Inc.
 - très en faveur mais croit que les affaires des
 jeunes délinquants devraient relever du
 tribunal de la famille.
- 1-85 Ass.(F) (L) Centre communautaire juridique de l'Estrie,
 le 22 août 1974
 - grandement en faveur de nos recommandations.
- 1-86 Public (L) Frank Maczko le 1er novembre 1974
 - très favorable
 - aimerait voir des changements se produire
 bientôt.

- 1-87 Public (L) Mme J. Noel, le 29 novembre 1974
(F)
- besoin pressant de réforme des lois
 - favorable à notre document et elle aimerait que les lois soient simplifiées.
- 1-88 Ass. (M) Children's Aid Society of Western Manitoba, le 14 janvier 1975
- très favorable et il est proposé que la conciliation ne soit pas obligatoire.
- 1-89 Public (L) F. Skakum, le 21 janvier 1975
- favorable
 - aimerait que les frais judiciaires soient réduits au minimum.
- 1-90 Groupe- (L) Rev. C. Krug, le 24 janvier 1975
ment
reli-
gieux
- favorable
 - croit que les services d'orientation et de conciliation devraient être offerts à l'extérieur du siège de l'appareil judiciaire.
- 1-91 Avocat (L) J. Inch, le 27 janvier 1975
- très en faveur d'un tribunal unique
 - aimerait que le tribunal de la famille soit mieux reconnu par le gouvernement et la profession légale.
- 1-92 Public (L) D. Green, le 13 février 1975
- favorable, il considère le document humanitaire.
- 1-93 Public (L) H. Armstrong, le 15 mai 1975
- en faveur d'un tribunal de la famille
 - aimerait voir plus de sentiments humains que de procédure contradictoires.
- 1-94 Public (L) Mme E. Walker
- considère qu'un tribunal de la famille à juridiction intégrée ne sera bon que dans la mesure où il serait appuyé par des services complémentaires adéquats.

- 1-95 Public (L) Mme L. Ouellet, le 7 mai 1975
- (voir aussi D-52)
 - très en faveur d'un tribunal de la famille à juridiction intégrée.
- 1-96 Public (L) C. Trites, le 4 juin 1975
- (voir aussi D-53)
 - croit qu'un tribunal de la famille à juridiction intégrée peut être la solution à de nombreux problèmes.
- 1-97 Juge (L) M. le juge G.F. Smith, le 2 avril 1974
- besoin pressant d'un tribunal fédéral de la famille.
- 1-98 Professeur (L) Professeur Bell, le 25 octobre 1973
- est en faveur d'un tribunal de la famille à juridiction intégrée.
 - aimerait que les lois s'appliquent à d'autres groupements de la collectivité (c'est-à-dire les concubins, etc.).
- 1-99 Public (M) Flora Hogarth, le 23 novembre 1974
- en faveur d'un tribunal de la famille à juridiction intégrée.
- 1-100 CRD. (L) Commission de réforme du droit du Manitoba, le 15 janvier 1975
- très en faveur et elle coopérera de toute manière.
- 1-101 Public (L) N. Peever, le 7 février 1975
- en faveur
 - aimerait que les intérêts des enfants soient mieux respectés.
- 1-102 Avocat (L) R. Wood, le 15 février 1975
- pas en faveur de tribunal de la famille à juridiction intégrée.
 - considère que les juges ont besoin de traiter différents domaines du droit.

- 1-103 Gouv. (L) Ministère du procureur-général (Ont.),
le 21 mars 1975
- est satisfait et mettra sur pied un projet à la demande de la Commission si nécessaire.
- 1-104 Ass. (L) The Family and Children's Law Commission
(Vancouver), le 21 avril 1975
- est en faveur et prête à collaborer avec la Commission.
- 1-105 Public (L) Herb Finkelbery, le 6 mars 1975
- en faveur d'une telle démarche.
- 1-106 Public (L) L. Ohuiginn, le 27 mai 1975
- en faveur et aimerait que les jeunes délinquants soient inclus dans le système du tribunal de la famille.
- 1-107 Public (L) M. et Mme G. Hogson
- en faveur d'un tribunal de la famille à juridiction intégrée mais ils s'opposeraient à ce qu'il soit accessible à la presse et au public.
- 1-108 Public (L) Mme Jane Stunden, le 4 juin 1975
- en faveur d'un nouveau tribunal
 - aimerait la suppression du système contradictoire
 - n'est pas en faveur d'un tribunal public.
- 1-109 Public (L) M. P. Branscombe, le 29 août 1975
- très en faveur d'un tribunal unique.
- 1-110 Public (L) Mme S. Andrews, le 18 septembre 1975
- en faveur d'un tribunal unique
 - aimerait qu'on mette en application cette proposition: que ceux qui sont en défaut dans le paiement des ordonnances de soutien soient condamnés à la prison.

1-111 Public (L) Mlle S. Duce, le 18 août 1975

- est en faveur d'un seul tribunal
- les services d'orientation et de conciliation familiale sont nécessaires au sein même du processus judiciaire.

1-112 Public (L) Anonyme

- en faveur de l'intégration
- aimerait que les règlements relatifs à la garde des enfants et au partage des biens soient plus justes envers les maris.

1-113 Public (L) Mme H. Lanctôt, le 2 octobre 1975

- en faveur d'un nouveau tribunal de la famille
- aimerait que les services de conciliation soient rattachés au tribunal.

1-114 Public (L) C. B. Robertson, le 9 octobre 1975

- (voir aussi D-60)
- en faveur d'un tribunal de la famille à juridiction intégrée.

1-115 Public (L) R. Delany, le 6 octobre 1975

- en faveur d'un nouveau tribunal s'il peut solutionner les délais qui existent sous le système actuel.

1-116 Public (L) Mme J. Jackson, le 8 octobre 1975

- appuie le document sans hésitation
- devrait être mis sur pied le plus rapidement possible.

1-117 Juge M. le juge Galligan, le 14 janvier 1975

- l'appuie sans hésitation.
- devrait être mis en application le plus tôt possible.

COMMENTAIRES DE CEUX QUI AVAIENT LE DOCUMENT EN MAIN AVANT
LA PUBLICATION

1-118 Avocat (L) M. Hulburt, octobre 1973

- ne croit pas que le tribunal devrait être une division de la Cour supérieure mais est favorable à un tribunal de la famille intégrée.

1-119 Profes- (L) Professeur N. Bell, le 6 novembre 1973
seur

- complètement d'accord avec les recommandations mais croit que d'autres unions (celle des homosexuels, des concubins, etc.) devraient être aussi reconnues.

1-120 Femme (L) National Council of Women of Canada, le 13
novembre 1973

- favorable à la proposition d'un tribunal de la famille à juridiction intégrée.

1-121 Ass. (L) D. M. Farrell, conseiller en matière de
divorce et de relations matrimoniales

- en faveur:
 - 1) d'un tribunal de la famille à juridiction intégrée
 - 2) des services de conciliation rattachés au tribunal
 - 3) d'enquêtes obligatoires
 - 4) de l'utilisation d'un fichier central
- aimerait que les affaires des jeunes délinquants relèvent de la compétence du tribunal de la famille.

T R O I S I E M E P A R T I E

LES BIENS DES EPOUX

DOCUMENT DE TRAVAIL #8

Les commentaires à l'égard du document de travail sur "Les biens des époux" ont été divisés en cinq catégories (comme on le voit sur le tableau ci-joint). Les trois premières catégories correspondent aux trois orientations que la Commission recommande dans le document. Après examen, chaque lettre a été classée sous la rubrique qui reflétait la préférence de l'auteur pour l'une des trois solutions proposées. Sous la quatrième rubrique sont inscrits les indécis et sous la cinquième ceux qui s'opposent à toute modification au régime actuel.

On a reçu 68 lettres qui commentent le document de travail. Sur l'ensemble, la deuxième orientation reçoit le plus de suffrages (24 sur 68) bien que la troisième en ait presque autant (20 sur 68). Dans plusieurs éditoriaux, on favorise à la fois les 2^{ième} et 3^{ième} orientations en raison de leurs ressemblances. Un groupe de huit professeurs d'université sont d'avis que la 2^{ième} orientation devrait s'appliquer aux conjoints sans enfant et la 3^{ième} aux conjoints avec un ou des enfants. Quatre personnes seulement sont d'accord avec la première orientation, huit sont indécises et onze ne voient pas la nécessité de modifier le régime actuel ou encore ne sont en faveur d'aucune des orientations proposées.

DOCUMENT DE TRAVAIL #8 SUR
"LES BIENS DES EPOUX"

T A B L E A U

GROUPES	ORIENTATION #1	ORIENTATION #2	ORIENTATION #3	INDECS	CONTRE	TOTAL
Editoriaux	----	16	3 *	4	1	24
Grand public	2	5	4	3	5	19
Professeurs	----	1	10	1	2	14
Avocats	1	1	1	----	2	5
Associations	1	----	2**	----	1	5
Psychiatres	----	1	----	----	----	1
TOTAUX	4	24	20	8	11	68

* Chez les éditorialistes plusieurs sont d'avis qu'on pourrait retenir à la fois les 2^{ième} et 3^{ième} orientations.

** Un groupe de huit professeurs ont préparé un mémoire où ils déclarent qu'ils appliqueraient la 2^{ième} orientation aux conjoints sans enfant et la 3^{ième} aux conjoints avec un ou des enfants.

DOCUMENT DE TRAVAIL #8 SUR LES BIENS DES EPOUX

COMMENTAIRES

Editoriaux

- 8-1 Thursday Post, Lindsay, Ontario, le 15 mars 1975
- considère que le document offre un bon choix de moyens pour assurer le partage des biens
- 8-2 Free Press, London, Ontario, le 20 mars 1975
- félicite la Commission d'avoir pris position en ce domaine du droit
- 8-3 Herald, Prince Albert, Sask., le 21 avril 1975
- donne un bon compte rendu des recommandations et est d'accord qu'il existe un besoin bien arrêté de revoir le droit des biens
- 8-4 Banner, Barrie, Ontario, le 24 mars 1975
- est d'accord avec l'orientation proposant la communauté de biens (2^{ième} recommandation)
- 8-5 Star, Toronto, Ontario, le 16 mai 1975
- souscrit à la 2^{ième} orientation
 - considère que les législatures provinciales sont trop "timides"
- 8-6 Journal, Edmonton, Alberta, le 17 avril 1975
- serait plutôt favorable à la 2^{ième} orientation
 - considère que les autres ne traitent pas les épouses de façon équitable
- 8-7 The Western Producer, Saskatoon, Sask., le 3 avril 1975
- aimerait que la 2^{ième} orientation devienne le régime légal
- 8-8 Expositor, Brantford, Ontario, le 27 mars 1975
- fait une étude de la 3^{ième} orientation
- 8-9 Herald, Calgary, Alberta, le 29 mars 1975
- cet article insiste sur l'avantage de la 3^{ième} orientation pour les hommes d'affaires ou les épouses

- 8-10 Whig Standard, le 31 mars 1975
(article signé par "Eric Nicol")
- est en complet désaccord avec les trois orientations proposées
 - considère que l'épouse qui demeure au foyer devrait être considérée comme une salariée qui pourrait garder, au moment du divorce, ce qu'elle aurait ainsi gagné
- 8-11 Observer, Pembroke, Ontario, le 21 mars 1975
- approuve la 2^{ième} orientation
- 8-12 Star Phoenix, Saskatoon, Sask., le 25 mars 1975
- est plutôt favorable à la 2^{ième} orientation
- 8-13 Citizen, Ottawa, Ontario, le 10 mars 1975
- est en faveur de l'égalité et de la 2^{ième} orientation
- 8-14 Tribune, Winnipeg, Manitoba, le 22 mars 1975
- serait favorable aux 2^{ième} et 3^{ième} orientations
- 8-15 Herald, Calgary, Alberta, le 13 mars 1975
- considère que toutes les propositions sont équitables
 - les 2^{ième} et 3^{ième} orientations se valent
- 8-16 Star, Sault-Ste-Marie, le 12 mars 1975
- parle du "bon sens" du document
 - plutôt favorable à la 2^{ième} orientation
- 8-17 Times & Conservator, Brampton, Ontario, le 12 mars 1975
- le rédacteur considère que les contrats de mariage transformeront le mariage en une entreprise commerciale qui fait abstraction de l'amour qui devrait être à la base de l'union
 - et il ajoute "we applaud the changes but we pause to remember Camelot"
- 8-18 Montreal Star, le 15 mars 1975
- est en faveur de la 3^{ième} orientation

- 8-19 Windsor Star, le 13 mars 1975
- en parle comme d'un document catégorique et rédigé en termes énergiques
 - est en faveur de la 2^{ième} orientation
- 8-20 Albertan, Calgary, Alberta, le 13 mars 1975
- favorable à la 2^{ième} orientation
- 8-21 Montreal Gazette, le 12 mars 1975
- favorable à la 2^{ième} orientation qui ressemble beaucoup au régime actuellement en vigueur au Québec
- 8-22 Journal, Edmonton, Alberta, le 11 mars 1975
- est en faveur de la 2^{ième} orientation
- 8-23 Sun Times, Owen Sound, Ontario, le 18 mars 1975
- est plutôt favorable à la 2^{ième} orientation
- 8-24 Times, Victoria, C.B., le 13 mars 1975
- favorable à la 2^{ième} orientation

Lettres et Mémoires

- 8-25 Public (L) M. R. Boyd, le 10 mars 1975
- est surtout favorable à la 1^{ière} orientation
 - proposerait qu'il n'y ait pas de partage avant une période déterminée de 10 ans de cohabitation
- 8-26 Public (L) Mme B. Keyath, le 13 mars 1975
- est d'accord avec la 2^{ième} orientation
 - mentionne en particulier que les biens acquis par les veuves au cours de leur premier mariage ne fassent pas partie des biens de la communauté lors d'un second mariage
- 8-27 Public (L) M. N. McPherson
- serait favorable à la 3^{ième} orientation
 - ici ce n'est pas clair: il s'agit d'un cas où la maison familiale a été achetée et gardée au cours d'un premier mariage mais perdue lors du second mariage

8-28 Public (L) M. J. Tai, le 13 mars 1975

- il rejette les trois orientations et souhaiterait le maintien du régime actuel

8-29 Avocat (L) M. H. Grey, le 16 avril 1975

- souscrit à la 2^{ième} orientation mais est tout à fait opposé à la 3^{ième}

8-30 Public (L) Mme E. Fogel, le 30 avril 1975

- comme elle a contribué à faire un succès de l'entreprise familiale, elle croit que la 3^{ième} orientation est équitable

8-31 Public (L) M. W. Krawec, le 14 mars 1975

- est de façon générale d'accord avec la 3^{ième} orientation
- il considère que l'épouse ne devrait pas avoir droit à une part des biens que le mari a acquis avant le mariage

8-32 Public (L) M. J. Tritt, le 13 mars 1975

- considère qu'aucune des orientations n'est équitable à l'égard des hommes
- il croit que les lois concernant les biens visent toujours à avantager les femmes et qu'on devrait faire quelque chose pour venir en aide aux maris

8-33 Professeur (L) Professeur Peter Rastall, le 20 mars 1975

- serait en faveur de la 3^{ième} orientation
- il propose de subordonner le partage au nombre d'années de cohabitation des conjoints

8-34 Public (L) Mme J. Hébert, le 5 mai 1975

- serait favorable à la 2^{ième} orientation

8-35 Avocat (L) M. R. Wilson, le 5 mai 1975

- considère que l'orientation logique est la troisième.
- il est d'avis que la Commission aurait dû, dans ses recommandations, tenir compte davantage des droits des enfants (c.-à-d. qu'une part à laquelle les époux contribueraient également, soit destinée aux enfants)

- 8-36 Profes- (M) Huit professeurs de l'Université de Waterloo, le 7 mai 1975
seurs
- ils proposent que le régime de séparation des biens (la 2^{ième} orientation) s'applique aux conjoints sans enfant et le régime du partage différé (3^{ième} orientation) aux conjoints qui ont un ou des enfants
- 8-37 Public (M) P. Nagy, le 9 mai 1975
- ne serait pas en faveur de l'adoption d'aucune loi qui serait à l'avantage des femmes avant qu'on n'ait mis fin à la discrimination qui existe à l'encontre des maris dans l'attribution de la garde des enfants
- 8-38 Profes- (L) A. Desrochers, le 4 juin 1975
seur
- considère que la Commission aurait dû approfondir le régime en vigueur au Québec puisqu'il donne de très bons résultats
- 8-39 Ass. (L) Organismes familiaux ass. du Québec, le 4 mai 1975
- ils n'approuvent aucune des orientations proposées
 - ils considèrent le régime actuel du Québec comme le meilleur
- 8-40 Public (L) Mlle Maureen Giroux, le 19 juin 1975
- est en faveur de la 2^{ième} orientation
 - considère injustes les contrats de mariage passés avant l'adoption (par le Québec) de la nouvelle législation
 - si elle n'avait pas eu de contrat de mariage, elle aurait eu droit à la moitié des biens: elle croit donc que ceux qui ont eu leur divorce avant que la nouvelle législation soit en vigueur devraient pouvoir partager les biens également et non selon les dispositions de leur contrat de mariage
- 8-41 Profes- (M) T. Vartianian, le 7 août 1975
seur
- est en substance en faveur de la 3^{ième} orientation à laquelle elle adresse toutefois deux reproches:
 - 1) dans une véritable société, il y a partage des profits et des pertes
 - 2) le régime proposé ne protège pas les intérêts de l'épouse qui demeure au foyer
- 8-42 Public (L) M. J. Rigg
- croit que la Commission (ou le gouvernement) devrait d'abord viser à rendre les lois uniformes à travers tout le Canada
 - personnellement il est d'avis que tout le droit de la famille devrait être de compétence fédérale

- 8-43 Ass. (M) Family Service Ass. of Metro-Toronto, le 15 août 1975
- est en faveur du partage différé des biens (3^{ième} orientation)
- 8-44 Avocat (M) M. P. Cyr, le 26 août 1975
(voir aussi 12-17)
- croit qu'aucune des propositions soumises ne pourra faciliter le partage des biens lors de la dissolution du mariage
- 8-45 Public (L) Mme J. Gauvreau, le 5 septembre 1975
- préfère la 1^{ière} orientation
- elle croit que des juges bien informés sont les plus aptes à régler ces questions de partage
- 8-46 Public (L) M. P.E. Groome, le 17 octobre 1975
- n'approuve aucune des propositions soumises
- il est d'avis que les femmes sont déjà trop avantagées par les hommes
- 8-47 Public (L) Mme M. Copp, le 8 août 1975
- croit fermement que la mise en commun des biens est la seule solution raisonnable
- 8-48 Psy. (L) D^r K.R. Ferguson, le 18 septembre 1975
- préfère la 2^{ième} orientation mais certainement pas la 1^{ière}
- 8-49 Profes- (M) Professeur M. Balych
seur
- est d'avis que le principe mis de l'avant par la Commission en vue d'abolir la discrimination et de reconnaître légalement la dignité et la valeur d'un époux sans égard à son apport économique au mariage, sont des plus recommandables. En revanche, les méthodes qu'on propose pour atteindre ce but sont réellement mauvaises. Le principe du partage égal des biens matériels n'est pas du tout équitable (sauf si les époux étaient des partenaires financièrement égaux avant, pendant et après le mariage)
- 8-50 Profes- (L) (voir 13-28 Shaw)
seur
- serait en faveur de la 2^{ième} orientation

- 8-51 Ass. (L) Mme Fern Boyd, le 8 août 1975
- dans son travail elle agit comme conseillère matrimoniale pour des conjoints aux prises avec des différends conjugaux, et elle croit donc que théoriquement l'orientation la plus sage serait sans doute de laisser les questions de partage des biens à la discrétion des juges
- 8-52 Public (M) M. P.L. Bonneau, le 10 août 1975
- "préfère la troisième orientation - il ne veut pas de règles fixes qui nécessitent le concours d'un juge, lors d'une séparation ou d'un divorce, pour partager les biens de façon équitable
- 8-53 Public (L) Mme L. Tremblay, le 15 octobre 1975
- trouve inacceptable les trois orientations proposées
 - considère que les lois ne feraient pas encore justice aux femmes
- 8-54 Public (L) M. A. Aulsebrook, le 5 juin 1975
- est d'avis qu'avant de modifier les lois à l'avantage des femmes, on devrait s'occuper des lois à l'égard de la garde des enfants lesquelles sont inéquitables à l'égard des hommes
- 8-55 Avocat (L) M. L.R. Duncan, le 3 juin 1975
- serait en faveur de la 1^{ière} orientation qui permet à un juge qualifié d'apprécier les arguments respectifs des deux parties
- 8-56 Public (L) M. P. Rastall, le 20 mars 1975
- Il appuie la mise en commun des biens mais considère qu'elle devrait être subordonnée à la période de cohabitation des conjoints
- 8-57 Avocat (L) M. R. Berman, le 14 avril 1975
- J'ai raison de croire que la Commission au fond ne fait que tergiverser en raison des pressions que semblent exercer les groupements féminins pour que les femmes reçoivent indemnité et soutien. Elles semblent vouloir le gâteau, la glace et le plaisir de le manger."
- 8-58 Public (L) M. F.O. Gagnon, le 14 avril 1975
- aimerait que les lois relatives aux biens soient plus équitables à l'égard des hommes

8-59 Profes- (L) M. Martin Davis, le 20 mars 1975
Seur

- selon lui, on pourrait en arriver à une distribution équitable des biens entre les conjoints en modifiant les lois sur l'impôt, particulièrement la loi de l'impôt sur le revenu

8-60 Ass. (M) The Ontario Committee on the Status of Women, le 24 mars 1975

- est tout à fait d'accord avec la 3^{ième} orientation
- "Les deux conjoints devraient avoir des droits égaux à l'égard de toutes sommes gagnées et des biens acquis durant le mariage, de même qu'à l'égard de leur gestion et de leur contrôle. Chaque conjoint devrait être également responsable du soutien de la famille."

Q U A T R I È M E P A R T I E

LES DIVORCES ET LEUR SOUTIEN

DOCUMENT DE TRAVAIL #12

On a reçu des commentaires de 46 groupements ou individus à l'égard du document de travail sur "Les divorcés et leur soutien". 7 seulement ne sont pas en faveur d'un droit de soutien qui ne prendrait pas en considération la notion de faute. Parmi ceux-ci, plusieurs croient que l'application de ce principe laisserait les femmes dans une situation de pauvreté. Il est surprenant d'observer ici que ces personnes qui s'opposent au principe du soutien sans égard à la conduite sont surtout du sexe masculin, dont deux avocats. Les réponses enthousiastes qui nous sont parvenues des différentes associations féminines à travers le Canada, sont également surprenantes.

La majorité de ceux qui sont d'accord avec notre document ont dit souhaiter qu'on légifère en ce domaine sans délai. Plusieurs sont d'avis que la Commission aurait dû approfondir davantage la proposition visant à déterminer les sommes allouées à titre de soutien et qu'elle devrait clarifier le sens de l'expression "des besoins raisonnables de l'époux".

LES DIVORCES ET LEUR SOUTIEN

DOCUMENT DE TRAVAIL #12

TABLEAU RECAPITULATIF

	Favorables	Défavorables	TOTAL
Editoriaux	15	2	17
Lettres et Mémoires	24	5	29
TOTAUX	29	7	46

LES DIVORCES ET LEUR SOUTIEN

DOCUMENT DE TRAVAIL #12

TABLEAU

GROUPES	FAVORABLES	DEFAVORABLES	TOTAL
Grand public	12	3	15
Avocats	1	2	3
Professeurs	3	-	3
Groupements féminins	6	-	6
Associations: services à la famille et tra- vailleurs sociaux	2	-	2
TOTAUX	24	5	29

DOCUMENT DE TRAVAIL #12 SUR LES DIVORCES ET LEUR SOUTIEN

COMMENTAIRES

Editoriaux

- 12-1 Toronto Star, le 29 juillet 1975
- cet article cite textuellement l'opinion de Ed Ryan sur le document
 - il est plutôt favorable aux propositions soumises
- 12-2 Kitchener-Waterloo Record
- "Les recommandations de la Commission semblent bien dirigées dans la voie qui rendra le divorce moins onéreux pour toutes les parties et favorisera le bien-être de l'ensemble de la collectivité
- 12-3 The Ottawa Journal
- il considère que si les recommandations deviennent lois, cela peut finalement signifier l'égalité des sexes en ce domaine
- 12-4 The Windsor Star
- "En théorie, le projet est valable"
 - "En pratique, pareilles réformes des lois sur le divorce, qui ne seraient pas accompagnées de modifications profondes du rôle de la femme dans le monde du travail, auront peu d'effets, si ce n'est que de réduire beaucoup de femmes à la misère"
- 12-5 The Brantford Expositor
- considère le document valide
- 12-6 Herald-Gazette, Bracebridge, Ontario, le 7 août 1975
- (sous la rubrique "In my opinion" rédigée par Lynn Watson)
 - elle fait l'éloge du document
 - "peut-être que la suppression des pensions alimentaires obligera certaines femmes à ne pas seulement prêcher l'indépendance mais à la mettre également en pratique"
- 12-7 The Sault-Ste-Marie Star, le 8 août 1975
- "l'idée générale reflète le bon sens"

- 12-8 Owen Sound's Sun-Times, le 11 août 1975
- "l'idée est bonne en théorie ... (mais) ... beaucoup de gens, surtout des femmes, seront réduites à la misère, s'ils doivent tenter après plusieurs années de mariage, de subvenir eux-mêmes à leurs besoins."
- 12-9 Ottawa Journal, le 2 août 1975
- "il ne devrait pas être trop difficile d'obtenir l'unanimité du public à l'égard au moins du principe que le droit au soutien ne devrait durer que lorsque le besoin existe"
- 12-10 Edmonton Journal, le 6 août 1975
- approuve le document et considère qu'il remédie à la situation d'inégalité
- 12-11 Times & Conservator, Brampton, Ontario, le 31 juillet 1975
- un commentaire favorable
 - il cite un avocat de l'endroit qui qualifie le document comme "la meilleure nouvelle depuis des années"
- 12-12 Ottawa Citizen, le 28 août 1975
- est en faveur du document
 - une égalité dont on a grand besoin
- 12-13 Le Carillon, Hawkesbury, Ontario, le 7 août 1975
- un commentaire favorable du document
- 12-14 Le Nouvelliste, Trois-Rivière, Québec, le 7 août 1975
- est favorable
 - "un bon pas vers l'égalité"
- 12-15 Le Droit, Ottawa, Ontario, le 2 août 1975
- "très logique"
- 12-16 La Tribune, Sherbrooke, Québec, le 6 août 1975
- est favorable
 - "le document clarifie la position de chaque conjoint au moment du divorce"
- 12-17 La Presse, Montréal, Québec, le 7 août 1975
- est favorable
 - des changements que l'on attend depuis longtemps pour répondre aux nouvelles normes de la société actuelle

Lettres et Mémoires

12-18 Avocat (M) (voir 8-44 Cyr)

- est d'avis que le gouvernement doit jouer un rôle dans les ordonnances de soutien mais il n'approuve pas la modification de nos lois actuelles

12-19 Public (L) M. Marcel Naud, le 30 juillet 1975

- est favorable mais il croit que lorsque le divorcé ne peut subvenir à ses besoins (en raison d'incapacité physique ou mentale comme le mentionne le document), la responsabilité de son soutien devrait être assumée par le gouvernement et non pas par son ancien conjoint

12-20 Public (L) Mme L. Day, le 3 août 1975

- est d'accord avec le document mais elle soulève une autre question de droit qui n'est pas pertinente au document

12-21 Public (L) M. D. Bartholomew, le 8 août 1975

- il est très favorable au document mais il est d'avis que les recommandations devraient être mises en vigueur immédiatement

12-22 Professeur (L) M. André Risi, le 18 août 1975

- souscrirait aux recommandations sans hésitation
- considère qu'il est à peu près temps d'introduire un peu d'égalité dans le système

12-23 Public (L) Mme B. Feronski, le 20 août 1975

- "permettez-moi de vous féliciter de nous avoir donné un aperçu de ce qui est en train de devenir rapidement un problème insoluble"
- elle se pose une question à savoir si une femme sera empêchée de poursuivre ses études si elle doit travailler immédiatement après le divorce

12-24 Public (L) M. D. Hodgkinson, le 22 août 1975

- "excellent" et "bien documenté", "digne d'éloges"

12-25 Public (L) Mme I. Stanley, le 30 août 1975

- le document comble un long retard

12-26 Public (L) M. Paul Pelletier, le 9 septembre 1975

- enfin les hommes pourront obtenir justice

12-27 Avocat (L) M. L. Robichaud, le 9 septembre 1975

- est en complet désaccord avec les recommandations
- est d'avis que la Commission énonce des principes contradictoires en ce qu'elle considère que d'une part durant le mariage le mari doit assurer le soutien de sa femme et de ses enfants et que d'autre part après le mariage (même s'il occupe encore un emploi rémunéré) il pourrait se libérer de toutes ses responsabilités

12-28 Femmes (M) Women of Uniform, le 12 septembre 1975

- l'association est complètement d'accord avec les recommandations mais elle croit que le gouvernement devrait tenter de renseigner davantage le public sur les lois qui concernent les familles canadiennes

12-29 Public (L) Mme J. Hunter, le 19 septembre 1975

- cette femme occupe un emploi mais prétend que son salaire n'est pas suffisant pour maintenir son niveau de vie: les sommes reçues pour son soutien l'aident donc sous ce rapport
- elle est aussi d'avis que les sommes reçues pour le soutien ne devraient pas être imposables

12-30 Profes-(M) M. Miron Balych
seur

- "... si toutes les recommandations de la Commission étaient mises en vigueur, les lois canadiennes sur le divorce seraient vraiment beaucoup plus équitables."

12-31 Profes-(L) Voir 8-50 et 13-28 Shaw
seur

- appuie le droit au soutien sans égard à la conduite

12-32 Public (L) Mlle D. Bartholomew, le 15 août 1975

- elle est d'accord avec le document mais aimerait que ces recommandations deviennent lois aussitôt que possible

12-33 Public (L) Anonyme, le 5 septembre 1975

- n'est pas d'accord avec les recommandations
- considère que la Commission encourage ceux qui commettent l'adultère et favorise le vice

12-34 Public (L) Voir 13-35 Legault

- est en faveur du droit au soutien sans égard à la conduite

12-35 Public (L) Voir 13-37 Baines

- croit qu'il est à peu près temps que les femmes cessent de laisser les hommes subvenir à leurs besoins leur vie durant

12-36 Public (L) Voir 13-44 Social Planning Council of Oshawa-Whitby

- dans l'ensemble le groupe appuie le document mais il favorise quelques propositions:

- 1) le groupe considère qu'on ne devrait pas pouvoir obtenir un certificat de mariage plus facilement qu'un permis de conduire puisque l'avenir, pour les enfants nés de ce mariage, dépend de la stabilité de l'union
- 2) le groupe croit aussi que les cours de préparation au mariage devraient être un pré-requis à la célébration du mariage

12-37 Avocat (L) Voir 13-45 Grant

- il croit que la Commission a reconnu la disparition inévitable du cliché archaïque qui considérait le mari comme le "pourvoyeur" et l'épouse comme une "personne à charge"

12-38 Femme (télégramme) Mlle Cathryn Logan, Coordinatrice de l'année internationale de la femme, Nouvelle-Ecosse

- est d'accord avec les principes formulés dans le document

12-39 Femme (Télégramme) Mlle Jantet Dale, P.E.I. Advisory Council on Status of Women

- Mlle Dale appuie complètement les idées exprimées dans le document de travail

12-40 Public (Télégramme) Mlle Julie Bensen, étudiante en droit

- est tout à fait d'accord avec toutes les recommandations

12-41 Femme (Télégramme) Mlle Janet Carney, présidente, Voluntary Steering Committee for International Women's Year

- est d'accord avec les idées proposées et espère que le Parlement adoptera bientôt la législation et mettra en application ces principes

- 12-42 Femme (Télégramme) Mlle Marlene Clark, secrétaire, P.E.I. Advisory Council on the Status of Women
- est complètement d'accord avec les recommandations énoncées dans le document de travail
- 12-43 Femme (Télégramme) Mlle Joan Calder
- est tout à fait favorable à ce que l'on reformule et clarifie les obligations réciproques de soutien des époux, comme le propose le document de travail #12
- 12-44 Ass. (L) Capital Region Justice Council, courts and legal services committee, le 5 janvier 1976
- le groupe appuie fermement les principes et la tendance du document
- 12-45 Public (L) Mme Louise Giroux, Responsable du Mouvement "Les Services communautaires" (Cap Rouge)
- considère que les femmes divorcées n'ont rien sur quoi elles se peuvent se rabattre
 - ne serait pas en faveur de nos recommandations
- 12-46 Public (Télégramme) Mlle K. Scott Wood, le 5 janvier 1976
- "Je désire vous faire part que j'appuie avec enthousiasme l'idée générale du document de travail #12".

C I N Q U I E M E P A R T I E

LE DIVORCE

DOCUMENT DE TRAVAIL #13

Nous avons reçu 47 commentaires sur le document de travail sur "Le Divorce", dont 37 étaient favorables et 10 défavorables.

Chez ceux qui ne sont pas d'accord avec les recommandations de la Commission, plusieurs craignent une augmentation du nombre des divorces. Si le divorce devient trop "facile" disent-ils, toute l'institution du mariage fondée sur la permanence ("jusqu'à ce que la mort nous sépare") s'effrondra.

Bien que la majorité soit en faveur de la principale recommandation qui vise l'abolition des motifs actuels de divorce, certains n'acceptent pas les autres recommandations. Par ordre d'importance, les opposants voudraient:

- 1) le maintien d'une période de séparation d'au moins un an
- 2) le maintien de la période de séparation pour les conjoints avec des enfants (c.-à-d. au moins un an)
- 3) des tribunaux à huis-clos pour toutes les matières relevant du droit de la famille, y compris le divorce
- 4) le maintien du système contradictoire

LE DIVORCE

DOCUMENT DE TRAVAIL #13

TABLEAU RÉCAPITULATIF

	Favorables	Défavorables	TOTAL
Editoriaux	15	2	17
Lettres et mémoires	22	8	30
TOTAUX	37	10	47

LE DIVORCE
DOCUMENT DE TRAVAIL #13

TABLEAU

GROUPES	FAVORABLES	DEFAVORABLES	TOTAL
Grand public	15	4	19
Professeurs	4	1	5
Avocats	1	1	2
Juges	-	1	1
Psychiatres	-	1	1
Associations: services à la famille et tra- vailleurs sociaux	2	-	2
TOTAUX	22	8	30

LE DOCUMENT DE TRAVAIL #13 SUR LE DIVORCE

COMMENTAIRES

Editoriaux

- 13-1 Toronto Star, le 12 septembre 1975
- est favorable au document sur le divorce
 - il donne un compte rendu juste et précis de nos recommandations
- 13-2 Toronto Star, le 12 septembre 1975
- abonde dans le sens du document
 - il insiste pour que la rupture du mariage soit le seul motif de divorce
- 13-3 Globe & Mail, Toronto, le 12 septembre 1975
- il est en faveur du document
- 13-4 News, Medicine Hat, Alberta, le 16 septembre 1975
- est très favorable
 - le rédacteur ne croit pas que des modifications à la Loi sur le divorce augmenterait le taux des divorces mais qu'elles aideraient simplement les personnes dont le mariage est déjà fichu
- 13-5 Province, Vancouver, C.B., le 18 septembre 1975
- est favorable au document
 - il cite la déclaration de Ed Ryan "Mettez fin au règne du soutien des femmes par les hommes"
- 13-6 Expositor, Brantford, Ontario, le 29 septembre 1975
- il croit que la Commission soumet des arguments valides pour une refonte plus complète de la Loi sur le divorce
- 13-7 Transcript, Moncton, N.B., le 25 septembre 1975
- il est d'avis que le divorce sans égard à la faute éliminera les injures et les insultes qui ont cours actuellement dans les affaires de divorce

- 13-8 Citizen, Ottawa, le 13 septembre 1975
- "excellent", "rapport intelligent"
 - il en recommande la lecture
- 13-9 Spectator, Hamilton, Ontario, le 24 septembre 1975
- "même si le document de la Commission fait beaucoup appel à notre bon sens, il subsiste encore une impression marquée que finalement le principe de l'unité familiale en souffrira"
- 13-10 The Citizen, Prince George, C.B., le 12 septembre 1975
- il expose bien les deux options mais il est en faveur du divorce sans égard à la faute
- 13-11 Montreal Star, le 19 septembre 1975
- est d'avis que le principe du divorce sans égard à la faute est "plein de bon sens" et que les recommandations de la Commission sont "valables"
- 13-12 Sun-Times, Owen Sound, Ontario, le 23 septembre 1975
- considère que l'adoucissement des lois sur le divorce fournira aux gens l'occasion d'essayer de refaire leur vie
- 13-13 Globe & Mail, Toronto, le 20 septembre 1975
- est d'avis qu'on devrait maintenir jusqu'à un certain point la notion de faute
 - il devrait exister une période d'attente pour réexaminer le mariage - il propose un an
- 13-14 Tribune, Winnipeg, Manitoba, le 13 septembre 1975
- "Félicitations à la Commission de réforme du droit du Canada pour sa tentative de moderniser les lois archaïques du Canada sur le divorce"
- 13-15 Expositor, Brantford, Ontario, le 16 septembre 1975
- est favorable au document
 - il dément les prétentions que le document serait "radical"
- 13-16 Le Droit, Ottawa, Ontario, le 16 septembre 1975
- il est en faveur du document
 - il croit qu'il pourrait peut-être en résulter une augmentation du nombre des divorces

- 13-17 Globe & Mail, Toronto, le 12 janvier 1976
- il est favorable au divorce sans égard à la faute
 - il n'irait pas jusqu'à proposer des motifs de divorce
 - il préférerait une période de séparation d'un an

Lettres et Mémoires

- 13-18 Public (L) Mme A. Fair, le 24 septembre 1975
- elle aimerait qu'on maintienne le statu quo (pas de divorce avant 3 ans de séparation)
- 13-19 Profes- (L) Mlle Reta Morton, le 24 septembre 1975
seur
- même si "le divorce sur demande" affaiblirait et détruirait peut-être l'institution de mariage que nous connaissons, elle espère que quelque chose de meilleur surgirait des débris
- 13-20 Public (L) Mme A. Plamondon, le 24 septembre 1975
- elle serait favorable au "divorce sur demande" et aussi "au divorce sans égard à la faute"
 - aimerait qu'on fasse quelque chose pour remédier au coût élevé des divorces
- 13-21 Public (L) M. S. Barl, le 25 septembre 1975
- il est complètement d'accord avec nos recommandations
- 13-22 Public (L) Mme J. Beloil
- elle aimerait que les lois sur le divorce au Canada soient plus sévères
- 13-23 Public (L) M. D. Lang, le 26 septembre 1975
- appuie fortement les deux recommandations
- 13-24 Public (L) M. Gagnon, le 5 septembre 1975
- est complètement en désaccord avec le document
 - il croit qu'on est en train de démoraliser tout le pays
- 13-25 Public (L) M. R. Pommainville, le 10 septembre 1975
- est d'accord pour éliminer la notion de faute du processus de divorce
 - il est également en faveur du "divorce sur demande"

13-26 Public (L) Mme B. Feronski, le 17 septembre 1975

- souscrit à la plupart de nos recommandations sauf à celle relative aux audiences publiques

13-27 Professeur (L) D^r John F. Peters, le 22 septembre 1975

- souscrit à toutes nos recommandations mais non au "divorce sur demande"
- considère que "la suppression de la période de séparation ne fait que paver la voie à l'optention facile du divorce"

13-28 Professeur (M) M. Miron Balych

- "La Commission doit être félicitée pour sa tentative sérieuse et fructueuse en vue de trouver les causes premières des problèmes complexes qui entourent la question controversée du divorce"

13-29 Professeur (L) M. Stewart Shaw, le 28 septembre 1975
(voir aussi 8-50 et 12-31)

- il est d'accord avec la majeure partie du document mais il croit que les juges et les avocats ne sont pas les personnes les mieux qualifiées pour juger les affaires de divorce (M. Shaw est un travailleur social)

13-30 Psy. (L) D^r Serge Charpentier, le 29 septembre 1975

- il partage le point de vue de Mme Barrette-Joncas

13-31 Professeur (L) Prof. H. Mazeaud, le 7 octobre 1975

- il n'est pas d'accord avec un bon nombre de nos recommandations

13-32 Public (L) M. B. Clarke, le 12 septembre 1975

- il appuie "de tout coeur" le document

13-33 Public (L) Mme J. Williams, le 21 octobre 1975

- est favorable au divorce sans égard à la faute
- elle considère que les lois actuelles sont injustes pour les conjoints qui ne peuvent plus continuer la vie commune mais qui n'ont pas commis et ne veulent pas commettre l'adultère en vue d'obtenir rapidement le divorce

13-34 Public (L) Mlle Dee Lonnon, le 21 octobre 1975

- est favorable au divorce sans égard à la faute
- elle insiste sur le fait que ces changements auraient dû être faits depuis longtemps et qu'ils devraient être mis en oeuvre avant qu'ils ne deviennent eux-mêmes désuets

13-35 Public (L) Mme D. Legault, le 11 septembre 1975
(voir aussi 12-34)

- est en faveur du divorce sans égard à la faute

13-36 Public (L) M. A. Nicolette, le 14 octobre 1975

- souscrit à toutes les recommandations proposées par la Commission

13-37 Public (L) Mme A.W. Barnes, le 30 septembre 1975
(voir aussi 12-35)

- est en faveur du divorce sans égard à la faute et du droit au soutien sans égard à la conduite

13-38 Public (L) Mme K.M. Young, le 6 octobre 1975

- est favorable au divorce sans égard à la faute mais préférerait une période de séparation d'un an

13-39 Public (L) Mme B. Storms, le 13 septembre 1975

- est en faveur du divorce sans égard à la faute

13-40 Public (L) Mme V.L., le 26 septembre 1975

- serait en faveur du divorce sans égard à la faute

13-41 Avocat (L) M. R.J. Hodson, le 24 octobre 1975

- n'est pas favorable
- "en général le système ne devrait que créer une ambiance impartiale afin de résoudre les différends. Il appartient aux professionnels d'en faire profiter ceux qui en ont besoin..." - il croit que le maintien du système contradictoire est nécessaire pour assurer la protection des personnes infortunées qui sont incapables, après la rupture de leur mariage, de régler les questions en litige

13-42 Public (L) Mme J. Hébert, le 24 novembre 1975

- est d'avis que le divorce sans égard à la faute provoquerait le chaos

- 13-43 Juge (L) M. le juge David M. Steinberg, le 15 décembre 1975
- partage complètement l'opinion dissidente de Mme Joncas
 - le juge est d'avis que les services de conciliation établis pour aider les tribunaux ne sont pas généralement employés à cette fin (par exemple dans l'état de Californie)
 - le juge croit que le système contradictoire doit être maintenu
- 13-44 Public (L) M. George Legris (lettre adressée à la Commission de réforme du droit du Manitoba qui nous l'a fait parvenir)
- bien qu'il n'ait pas lu le document sur le divorce, il serait certainement en faveur du divorce sans égard à la faute -- comme il a déjà été "intimé" dans une action en divorce, il croit qu'on a grand besoin d'égalité et d'équité dans les procédures de divorce
- 13-45 Ass. (L) Social Planning Council of Oshawa-Whitby, le 15 décembre 1975 (voir aussi 12-36)
- le groupe, à l'unanimité, est d'accord avec le divorce sans égard à la faute
 - le groupe souscrit à toutes les recommandations et croit qu'on devrait d'abord se préoccuper du bien-être des enfants dont les intérêts devraient être protégés à la fois par les travailleurs sociaux et les juristes
- 13-46 (L) M. Stephen M. Grant, le 22 décembre 1975 (voir aussi 12-37)
- il est complètement d'accord pour éliminer la notion de faute qui est à la base du système actuel de divorce
 - il croit qu'on réduirait ainsi l'amertume qui prévaut lorsqu'il y a rupture du mariage et qu'il faut trouver des solutions à des problèmes immédiats, le tout à meilleur marché
- 13-47 Ass. (Rapport) One Parent Families Association of Canada
- serait favorable au divorce sans égard à la faute
 - aimerait le maintien d'une période de séparation, d'au moins un an, avant que le divorce ne soit accordé
 - proposerait que les tribunaux offrent plus de services d'orientation et de conciliation

En raison des événements mentionnés dans l'introduction du présent rapport nous n'avons pas reçu sur les documents de travail "Les divorcés et leur soutien" et "Le Divorce" des commentaires en nombre proportionné avec l'importance des questions soulevées. Nous avons donc inclus dans cette partie les rapports des membres du personnel de recherche sur le droit de la famille sur les réactions des divers groupes à travers le Canada à qui ils ont présenté les documents de travail. Dans ces rapports les membres donnent leurs impressions sur l'attitude générale des groupes et sur les conversations qu'ils ont eues avec les individus. L'auteur a aussi incorporé les opinions des personnes rejointes par téléphone.

Ma contribution aux travaux de la section du droit de la famille s'est principalement située au niveau du parachèvement des diverses études entreprises par des spécialistes à l'emploi de la Commission afin de les incorporer aux recommandations générales de la Commission. Ma tâche a principalement consisté à élaborer ces propositions tout en me consacrant à un rôle d'information et d'apport francophone civiliste aux travaux de la section du droit de la famille. Ainsi, aux cours des deux dernières années, j'ai eu l'occasion de présenter à de multiples occasions les vues de la Commission de réforme du droit du Canada lors de rencontres, de panels, de séminaires, de congrès, d'interviews, de discussions informelles portant sur les sujets faisant l'objet de propositions de réforme. Selon mon appréciation, compte tenu de mon implication personnelle, l'unanimité se fait autour des principes présidant à l'établissement d'un tribunal intégré de la famille. Les discussions et les dissentiments polarisent surtout des questions juridictionnelles ou procédurales.

En ce qui a trait aux propositions de partage de biens entre époux lors de la dissolution du mariage, les femmes se montrent unanimement favorables alors que chez les hommes, il semble y avoir plus d'hésitation. Il est quand même important de noter que les propositions de réforme dans ce domaine ont

un impact beaucoup moindre au Québec que dans les provinces de common law, puisque le Québec possède déjà une longue tradition de partage des biens lors de la dissolution d'un régime.

Les principes nouveaux proposés quant au soutien entre époux ont soulevé quelque inquiétude, mais ils semblent généralement acceptés au terme de l'année internationale de la femme. Le concept nouveau du soutien devant correspondre à des "besoins raisonnables" semble trouver un appui général.

Le divorce et la situation des enfants lors de conflits entre époux sont à mon avis les sujets qui prêtent le plus à controverses. La majorité semble se rallier à l'idée d'abandonner le caractère aléatoire de la notion de faute et de neutraliser les procédures de divorce mais il demeure une inquiétude et un souci constant d'éviter les divorces intempestifs ou à répétition. Beaucoup de gens semblent se replier sur l'exigence de période de séparation comme preuve de la rupture définitive d'un mariage. Le caractère certain de ce genre d'exigence apparaît à plusieurs la sauvegarde du caractère sérieux du mariage et du divorce. Beaucoup semblent reprocher à la Commission de réforme du droit du Canada d'avoir négligé les membres souvent absents de la résolution des conflits familiaux, les enfants.

François Chrétien
Avocat
Recherchiste
Section de recherche sur
le droit de la famille

Terrence J. Wuester, Professeur adjoint de droit, Université de Victoria
(ancien membre du personnel de recherche)

La contribution du professeur Wuester à la rédaction du document de travail sur "Les biens des époux" a été des plus importante. Durant son séjour à la Commission il s'est adressé au nom de la Commission à divers groupements (formés du grand public surtout) et il a constaté que lorsqu'il a traité du divorce sans égard à la faute, 75% des gens étaient en faveur.

TORONTO STAR

le 28 novembre 1975

Question: Est-ce que approuvez ou désapprouvez le principe d'un divorce sans égard à la faute selon lequel on ne fait qu'évaluer les besoins des parties sans tenter de déterminer la culpabilité ou l'innocence?

	approuvent %	désapprouvent %	ne savent pas %
Dans l'ensemble du pays	49	38	13
Hommes	49	38	12
Femmes	48	38	12
Célibataires	49	36	15
Personnes mariées	49	39	11
Veufs, divorcés et séparés des deux sexes	44	33	23

Réponses aux appels téléphoniques
faits à certains groupements et
individus

M. H. Allan Leal: président de la Commission de réforme du droit de l'Ontario

La Commission de réforme du droit de l'Ontario n'a pas pris position sur le document de travail sur "Le divorce" et elle sera en mesure de le faire qu'en janvier, mais M. Leal personnellement appuie le principe du divorce sans égard à la faute.

Professeur Lorna Marsden: présidente, National Action Committee for the Ontario Status of Women

Elle a avisé l'auteur que son association avait approuvé à l'unanimité le principe du divorce et du droit au soutien sans égard à la faute.

Mme England: National Council of Women

L'association appuie le principe du divorce et du droit au soutien sans égard à la faute.

His Honour Judge David M. Steinberg,
Family Division,
Province of Ontario.

Son Honneur le juge David M. Steinberg
Division de la famille
Province de l'Ontario.

18-9-72

Dear Sir:

I have taken on a project for the Federal Law Reform Commission to enquire of the judiciary in Canada its views as to the feasibility of a unified Family Court. It is our hope that with your assistance, a model unified Family Court statute might be drafted for consideration by the Commission.

The concept of such a court, dealing with all domestic problems is not new, and has been advocated by many counsel and judges with considerable experience in matrimonial matters. The constitutional and political problems in developing such a court are well known, but that is not of present concern. We wish at this time, with the benefit of your experience, to attempt to develop an "ideal" court system dealing solely with family law problems and in that respect, I would ask for your opinions and guidance on the following issues:

1. Should there be a unified Family Court dealing with all aspects of domestic relations law?
2. If you think a unified Family Court is feasible, how should the Court be structured within the existing levels of the judiciary of your Province?

Monsieur le juge,

A la demande de la Commission de Réforme du Droit du Canada, j'ai accepté la direction d'une recherche visant à savoir si les autorités judiciaires au Canada croient à la possibilité et à l'opportunité de la création d'un tribunal de la famille à compétence globale. Grâce à votre collaboration, nous espérons pouvoir préparer un modèle de projet de loi relatif à un tribunal de la famille à compétence globale pour le soumettre à l'examen de la Commission.

Le concept d'une telle cour compétence à régler tous les problèmes domestiques n'est pas nouveau; plusieurs juristes et de nombreux juges possédant une expérience considérable dans les questions matrimoniales l'ont préconisé. Personne n'ignore les difficultés politiques et constitutionnelles inhérentes à la création d'une telle cour mais ces questions ne sont pas l'objet de notre préoccupation actuelle. Pour le moment, nous désirons, avec l'aide de votre expérience, essayer de définir un système "idéal" d'une cour étant seule compétente à traiter des questions de droit de la famille. C'est dans cette optique que je fais appel, pour ma gouverne, à vos opinions sur les questions suivantes:

1. Les problèmes familiaux devraient-ils tous relever d'un seul et même tribunal?
2. Si vous êtes d'avis qu'un tribunal de la famille à compétence globale est, dans le domaine des possibilités, quelle place tiendrait une telle cour dans le cadre actuel des divers niveaux judiciaires dans votre province?

3. How should the existing Family Court structure within your Province be incorporated into such a Court?

4. What should the approach of the Court be with regard to such matters as:

- a) Marriage and divorce counselling
- b) Custody investigation and counselling
- c) Pre-marital counselling

How might these services be incorporated within the procedures of the Court system?

5. Would a Judgeship in the trial division of a unified Family Court require such specialization as to preclude the Judge from hearing matters of a non-family nature?

6. What, to your knowledge, is the current state of development of the Family Court system in your Province, and how able is it to assume full jurisdiction over all family matters.

May I prevail upon you to comment on the above issues, and any other matters which you feel touch on the concept of a unified Family Court.

Please write me at:

Family Law Project
Law Reform Commission of Canada
130 Albert Street
Ottawa K1A 0L6.

3. Comment incorporer les structures actuelles des cours de la famille de votre province dans la nouvelle cour?

4. Quelle ligne de conduite devrait adopter la nouvelle cour eu égard à des questions telles que:

- a) l'assistance et la consultation sur le mariage et le divorce
- b) l'assistance et la consultation sur l'enquête relative à la garde d'enfants et aussi sur la garde d'enfants elle-même
- c) la préparation au mariage

De quelle manière ces services pourraient-ils être intégrés aux procédures de la nouvelle cour?

5. Un juge de première instance d'un tribunal de la famille à compétence globale devrait-il être un spécialiste en ce domaine à un point tel qu'il ne serait pas habilité à entendre des causes hors le domaine du droit de la famille?

6. Selon vous, quel est l'état actuel du développement du système des tribunaux de la famille dans votre province et dans quelle mesure ce système pourrait-il assumer la juridiction globale sur toutes les questions relatives à la famille?

Vos commentaires sur les questions soulevées dans la présente lettre me seront très utiles mais n'hésitez pas pour autant à me faire connaître votre avis sur tout autre aspect du concept d'un tribunal de la famille à compétence globale.

Veuillez, je vous prie, m'écrire à l'adresse suivante:

Section de recherche du droit de la famille
Commission de Réforme du Droit de Canada
130, rue Albert
Ottawa K1A 0L6, Ontario.



ANALYSE DES COMMENTAIRES RECUS
DANS
LE DOMAINE DU DROIT DE LA FAMILLE

1976